

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Toute communication adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, maison Duxan, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non adressées à l'administration ne sont pas lues.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres d'un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG.
ANGLAISES ET AFFICHES. 10 cop. la ligne.
RECLAMES. 25 —
FAITS DIVERS. 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, n° 10, de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LANGWITZ, ci-devant N. KRAMER, libraire à Kiew; R. LAMANT et Co. bureau de commissions à Ekaterinbourg; K. F. BOUDKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, Davies et Co, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASSENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (S ^T -PETERSBOURG).	1 ^{re} ann.	2 ^e ann.	3 ^e ann.	4 ^e ann.	5 ^e ann.
En argent.	50 r.	100 r.	150 r.	200 r.	250 r.
En mandat sur une Banque de St-Petersbourg.	45 r.	90 r.	135 r.	180 r.	225 r.

Prix du numéro: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements de 6 mois ou de 3 mois, leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
A bonification pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15.
Abonnements pour l'Intérieur: adresser les lettres et le mandat sur une Banque de St-Petersbourg, Maximilianovsky pérouk, n° 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du Journal. Prière de faire les paiements de prix d'abonnement soit en argent, soit en mandats sur une Banque de St-Petersbourg, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

AVIS.

Nous prions ceux de nos souscripteurs dont l'abonnement expire le 1^{er} avril prochain, de le renouveler sans retard — s'ils ne veulent pas s'exposer à une interruption dans l'envoi du journal.
Veuillez pour le prix de l'abonnement l'avis placé sous le titre du journal (à droite).
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner toujours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 14 m.

**ARMÉE DE TERRE. Promotion au grade de général-major et admission à la retraite avec pension et droit de porter l'uniforme, le colonel Baumgarten, commandant de la 2^e batterie de la 37^e brigade d'artillerie.
Admission à la retraite pour cause de maladie avec pension et droit de porter l'uniforme, le général-major à la suite de l'infanterie de**

armée Likhoutine, des troupes de dépôt. (Ord. du j. imp. du 13 mars.)

ÉTABLISSEMENTS DE L'IMPERATRICE MARIE.
Nomination à un emploi de membre honoraire de la maison de travail Dédourov, le conseiller d'Etat actuel et chambellan Gorinov, membre du conseil de curatelle des établissements de bienfaisance de Moscou et curateur de l'hospice Catherine dans cette capitale (27 décembre 1872).

Relèves sur demande des fonctions: de membre honoraire du conseil de l'école de commerce de St-Petersbourg, le conseiller privé baron Steglitz (du 7 décembre 1872); d'adjoint du curateur des hospices urbains de St-Petersbourg, le conseiller d'Etat actuel et chambellan prince Youssov (du 13 janvier 1873). (Ord. du j. imp. du 24 février.)

JUSTICES DE PAIX. Par des arrêtés des 23 octobre 1872, 2 et 8 janvier 1873, le sénat dirigeant a confirmé en qualité de juges de paix honoraires, dans le gouvernement de Simbirsk pour le district de Syzran, le général-major Alexis Ambrozantsev-Netchaev et le conseiller privé comte Vladimir Orlov-Davydov; dans le gouvernement de Moscou pour le dis-

trict de Volokolamsk, le général-major Jean Gontcharov; pour le district de Podolsk, le conseiller privé Nicolas Kolachev, les conseillers d'Etat actuels prince Paul Viazemsky et prince Serge Ourousov, secrétaire d'Etat, le général-major Paul Golénichtchev-Koutousov-Tolstoy, et pour le district de Kolonna, le général-major Pierre Viliamov; dans le gouvernement de Tchernigov, pour le district d'Oshter, le général-major en retraite Pierre Polovtsov; dans le gouvernement de Riazan, pour le district de Rianbourg, le conseiller privé Nicolas Sémenov; dans le gouvernement de Novgorod, pour le district de Staraya-Roussa, le conseiller d'Etat actuel prince Alexandre Vassilichikov et le général-major Alexandre Zorou, de la suite de S. M. l'Empereur. (Gazette du sénat.)

BANQUE DE L'ÉTAT.
BILAN DES SUCCURSALES DE LA BANQUE DE L'ÉTAT AU 1^{er} FÉVRIER 1873.
ACTIF.
En caisse. 16,639,600

Effets et autres valeurs à terme, escomptés.	50,392,700
Avances (marchandises).	2,313,900
sur fonds publics.	10,236,100
sur actions et obligations.	41,700
Compte courant avec la Banque.	64,669,300
Valeurs publiques appartenant à la Banque.	113,000
Effets en souffrance.	118,200
Obligations en souffrance.	394,700
Intérêts payés et écopés.	307,900
Arrérage des coupons.	141,300
Arrérage des billets sortis au tirage.	7,500
Dépenses.	141,500
Dépôts en or et argent.	63,700
garde. fonds publics.	95,104,900
Bilan.	241,873,000

Les nombres sont exprimés en milliers de roubles.

Résultats comparatifs du bilan des succursales de la Banque de l'Etat au 1^{er} février 1873 (sans la Sibirie).

MOIS.	CAISSE.	Escompte d'effets de commerce.	AVANCES SUR	Effets en souffrance.	Compte courant avec la Banque. Débit.	Intérêts sur les opérations.	DÉPÔTS A INTÉRÊTS
			fonds publics.	actions et obligations.	marchandises.		des anciens établissements de crédit.
Février 1872.	15,492,5	53,521,0	12,756,0	6,315,3	2,439,6	55,587,7	684,8
Mars.	15,676,6	54,399,9	12,914,1	3,857,5	2,621,9	55,575,0	1,395,5
Avril.	15,670,0	54,399,9	12,756,0	3,857,5	2,731,1	55,587,7	1,395,5
Mai.	15,670,0	54,399,9	12,756,0	3,857,5	2,731,1	55,587,7	1,395,5
Jun.	15,670,0	54,399,9	12,756,0	3,857,5	2,731,1	55,587,7	1,395,5
Jul.	15,670,0	54,399,9	12,756,0	3,857,5	2,731,1	55,587,7	1,395,5
Aug.	15,670,0	54,399,9	12,756,0	3,857,5	2,731,1	55,587,7	1,395,5
Sep.	15,670,0	54,399,9	12,756,0	3,857,5	2,731,1	55,587,7	1,395,5
Oct.	15,670,0	54,399,9	12,756,0	3,857,5	2,731,1	55,587,7	1,395,5
Nov.	15,670,0	54,399,9	12,756,0	3,857,5	2,731,1	55,587,7	1,395,5
Déc.	15,670,0	54,399,9	12,756,0	3,857,5	2,731,1	55,587,7	1,395,5
Février 1873.	16,639,6	50,892,7	10,236,1	411,7	2,313,9	118,2	64,669,3
Augmentation.	207,9	1062,3	373,8	253	105,8	66,4	1119,5
Diminution.							

PARTIE NON OFFICIELLE.

La Gazette (russe) de l'Académie annonce que la commission instituée au ministère de l'intérieur pour la réforme provinciale a interrompu ses travaux et que cette question reste dans le même état qu'au 1^{er} janvier. Il ne s'agit de réformer que les cadres de direction de la police des districts, dont le projet sera prochainement soumis à l'examen d'une des hautes institutions.
— Le ministère des finances s'occupe, au dire de la Gazette de Moscou, de rechercher les mesures pour l'amortissement des titres de rente 5 1/2 0/0 et leur remplacement par des titres 5 0/0.
— L'une des hautes institutions de l'Empire aurait examiné ces jours-ci, dit le même journal, un mémoire émanant du ministère de la justice et concernant les cadres des institutions judiciaires à réformer en Pologne.

— Le nouveau dock, dont les travaux avaient été commencés en 1860 à Cronstadt, sera complètement terminé au mois de mai prochain. La valeur de ce dock s'élève à 2 millions de roubles. Il a 500 pieds de longueur, 70 de largeur, et une profondeur variant de 27 à 31 pieds. (Idem.)
— D'après la Voix, on s'occupe au ministère des domaines de la rédaction d'un projet de règlement sur la pêche dans les eaux maritimes et fluviales de la Russie méridionale. Pour établir une pêche antérieure que possible régulière, on se propose de soumettre les pêcheurs à certaines restrictions en ce qui concerne l'emploi des engins de pêche. La surveillance de la stricte observation de ce règlement serait non seulement mise à la charge des communes et de la police, mais aussi recommandée aux habitants de ces localités. En même temps il s'agit d'accorder des privilèges aux pêcheurs. Ainsi, la pêche dans la mer deviendrait complètement libre, et l'on réserverait une certaine étendue des côtes, qui serait mise à la disposition gratuite des pêcheurs.

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 12 mars 1873 :

Sexe.	Malades au 12 mars.	Guérisons.	Décès.
M.	67	33	100
F.	2	2	4
Total.	69	35	104

Il restait en traitement au 13 mars, 61 33 94
Total depuis l'apparition de la variole (du 1^{er} avril 1872 au 13 mars 1873) :
Cas, 3372 1930 3402
Guérisons, 2232 1190 3222
Décès, 1105 681 1786
(Gazette de police de St-Petersbourg.)

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

L'Assemblée Nationale de France s'est occupée dans sa séance du 22 mars de la pétition qui lui avait été adressée par le

général Carré de Bellemare pour protester contre la décision de la commission de révision des grades, qui l'a fait redevenir du grade de général de division à celui de général de brigade. La discussion soulevée par cette question a été des plus animées. La pétition du général de Bellemare a été soutenue par M. Cazot, qui a cherché à démontrer que la commission de révision des grades avait outrepassé ses attributions en annulant une nomination faite en vertu de la loi de 1832, alors qu'elle était chargée seulement de régulariser la situation et l'état des officiers nommés à titre auxiliaire ou provisoire. L'ordre du jour motivé tendant au renvoi de la pétition de M. Bellemare au ministre de la guerre, — comme le demandait M. Cazot, — n'a pas été pris en considération par la Chambre, laquelle, après avoir entendu le général Changarnier défendre la commission qui a présidée, et M. Gambetta prendre le parti du général de

Bellemare, a clos les débats par le vote de l'ordre du jour pur et simple.

Dans le cours de la même séance, la Chambre a voté l'urgence sur une proposition déposée par M. Rouveure, et demandant la prorogation de l'Assemblée Nationale depuis le 29 mars jusqu'au 12 mai.

L'échange des ratifications du traité d'évacuation franco-allemand a eu lieu, au dire d'une dépêche que nous apportent les journaux allemands et belges, le 22 mars à Berlin. Le Journal officiel de la république française publie dans le dernier numéro qui nous arrive le décret portant promulgation de la loi qui approuve le traité en question. Le même numéro de l'organe du gouvernement français contient également la promulgation de la loi qui approuve la convention postale entre la Russie et la France.

La semaine dernière M. Frère-Orban avait exprimé, dans une des séances de la Chambre des Représentants de Belgique, l'intention d'interpeller le gouvernement au sujet d'une démarche que, d'après certains journaux, aurait été faite par plusieurs Belges auprès de M. Pycke de Peteghem, ministre près le Saint-Siège, et des paroles que ce diplomate aurait prononcées en guise de réponse à la députation qui était venue le trouver. M. Pycke était accusé d'avoir dit que : « en dépit de toutes les difficultés, il demeurerait à son poste jusqu'au jour de ce grand Te Deum dont le pressentiment est dans tous les cœurs ».

Une dépêche de Bruxelles, que nous venons de recevoir, nous apprend que M. Frère-Orban a développé hier son interpellation et que le gouvernement a déclaré que M. Pycke a formellement nié avoir prononcé les paroles précitées. Ce démenti était à prévoir, car il était difficile de croire qu'un diplomate accrédité à Rome eût pu tenir le langage qu'on lui prêtait. Seulement il faut ajouter que ce sont les amis de ce diplomate, c'est-à-dire les journaux cléricaux, qui le lui avaient prêté, — et il n'est pas certain qu'ils acceptent le démenti.

Les nouvelles d'Espagne sont assez mauvaises. Elles constatent que l'esprit de l'armée devient de plus en plus inquiet, que la discordance règne au sein du ministère et qu'une crise ministérielle est imminente. En même temps que ces nouvelles nous arrivent par le télégraphe, les journaux nous apportent le texte d'un appel adressé par l'Internationale à la fédération de Madrid, appelé daté du 18 mars et qui s'empare de cette date, rappelant les sinistres gloires de la Commune de Paris, pour exciter les travailleurs de l'Espagne à la lutte contre la bourgeoisie. Ces menées du parti ultra-radical réunies à l'insurrection carliste, qui ferait, dit-on, des progrès et aurait remporté tout dernièrement plusieurs avantages, ne sont guère de nature à rassurer les esprits et à faire espérer une prochaine pacification de la péninsule ibérique.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

AGENCE INTERNATIONALE.
Paris, mardi 25 mars, au soir.
La police a arrêté hier à Paris douze

individus pour affiliation à une société secrète. Des papiers importants ont été saisis. Le Constitutionnel croit savoir que parmi ces douze individus, deux sont espagnols, se disant délégués du gouvernement de Madrid et porteurs de diverses lettres signées Garibaldi et Figueras. On assure que d'autres arrestations ont encore été opérées ce matin.

Autre dépêche.
Bruxelles, mardi 25 mars, au soir.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. — Le gouvernement notifie la nomination de M. Thibaut au poste de ministre de la guerre.
M. Frère-Orban développe son interpellation annoncée le 18 mars. M. Malou répond que le baron Pycke de Peteghem, ministre près le Saint-Siège, conteste formellement l'exactitude du récit sur lequel l'interpellation de M. Frère est fondée : M. Pycke affirme ne pas avoir prononcé les paroles à lui attribuées.

Autre dépêche.
Madrid, mardi 25 mars, au soir.

On assure qu'à la suite des nominations militaires la discordance règne au sein du cabinet et que plusieurs ministres auraient refusé de confier des commandements généraux à des officiers supérieurs du parti unitaire. Hier soir, le bruit de l'explosion d'une crise ministérielle avait déjà circulé. Les carlistes se sont emparés de Ripoli dans la Catalogne. Le bruit court que Dorregaray aurait battu les troupes gouvernementales à Los Arcos et que Martineria aurait surpris à Urtax la colonne sous les ordres de Casterton.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Nous avons mentionné il y a quelques jours le programme du parti national-libéral en vue des élections pour le renouvellement intégral de l'Assemblée de l'Empire et on a pu voir que ce programme tend à une action commune de toutes les fractions libérales pour faire échouer les candidatures cléricales, particularistes et ultra-conservatrices. Le parti progressiste vient aussi de publier son programme, qui a été rédigé par le professeur Virchow et que nous croyons devoir reproduire in extenso parce qu'il montre combien les passions politiques se sont apaisées en Allemagne à la suite des grands événements qui ont transformé ce pays, et en même temps combien la fraction la plus avancée des partis libéraux se distingue, en Allemagne, des fractions radicales d'autres pays par l'appréciation calme et pratique des résultats acquis et du but à poursuivre. Si nous disons la fraction « la plus avancée », c'est que nous faisons naturellement abstraction du petit groupe socialiste dont M. Bebel est le centre et qui forme heureusement une si infime minorité que l'on peut bien la passer sous silence.

Voici la traduction du manifeste électoral du parti progressiste :

« Electeurs ! Le mandat que nous avons reçu de vous alors que les armées allemandes n'avaient pas encore remporté leurs derniers triomphes est à la veille d'expirer. Dans quelques mois les nouvelles élections seront ordonnées et nos soldats vainqueurs prendront la maison, et en posant la main gauche sur l'épaulé d'une jeune paysanne, qui se tient debout derrière la table, quelque peu effarouchée, mais les bras croisés sur la poitrine et résignée. A côté d'elle un paysan russe d'un certain âge, peut-être son père, yeux très vifs, physionomie heureuse, mais qui exprime l'attente et n'ose pas penser; il tient un bâton à la main. Ce paysan et cette jeune fille sont des figures de connaissance que nous rencontrons à chaque instant aux champs et dans la rue; derrière, dans la pénombre, quelques figures de jeunes filles.
Il est évident qu'il s'agit d'un marché, que l'homme en robe de chambre vend une de ses esclaves au vieux libéral assis. Les portraits et les livres des philosophes du XVIII^e siècle décèlent une intention satirique; ils ont pour but de montrer que tous ceux qui font parade de leur philanthropie et de leur humanité sont loin d'avoir cette vertu dans le cœur; et que tel qui débite de belles tirades contre l'esclavage des noirs est capable de pratiquer la traite des blancs. Nous ne savons jusqu'à quel point la critique est fondée; nous sommes persuadés que le temps où de pareilles ventes ont pu s'accomplir est plus éloigné de nous que ne le prétend le titre inscrit dans le livre; mais ce n'est pas ici le lieu d'examiner cette question; revenons à la peinture, qui dit seule nous occuper ici. Les types choisis par M. Neurew sont bien saisis, les gestes expressifs; il y a peut-être quelque exagération dans le rire joyeux et malicieux de l'acheteur, mais la peinture du reste est excellente, la touche ferme et fine, la disposition harmonieuse, et le fini pittoresque des détails n'ôte rien à l'expression de l'ensemble.
Les autres tableaux de genre exposés sont très inférieurs à ceux que nous venons de décrire. Citons-en encore quelques-uns cependant : « Soit j'y consens. » Quant à l'autre, qui est évidemment un visiteur, parce que ses habits sont plus soignés, il est jovial et rit de tout en montrant de la main droite quelques pièces d'or qu'il pousse vers le maître de

part pour la première fois depuis leur retour à la lutte pacifique, mais non moins sérieuse, qui se livra autour des urnes électorales. Aussi, que toute la nation s'y prépare d'avance, consciente de ce que la patrie réclame et consciente des devoirs qui lui incombent, afin que notre nouvel édifice politique s'élève d'une manière digne des sacrifices qu'il a coûtés !

« Electeurs ! Les grandes aspirations dont, depuis qu'il s'est constitué, le parti progressiste poursuit l'accomplissement, sont encore loin d'être réalisées. Mais de nombreux résultats ont été acquis, plus promptement que nous ne l'avions espéré nous-mêmes, et qui comparera la situation d'il y a douze ans avec la situation actuelle, devra avouer que les changements survenus répondent davantage à notre programme qu'à celui de nos adversaires. L'idée de l'unité allemande, que dès le début nous avions adoptée comme notre et défendue contre les attaques et les suspensions du parti gouvernemental d'alors, est maintenant personnifiée dans l'empereur et le Parlement de l'empire. Des institutions de droit, établies dans un esprit de liberté et d'humanité, commencent à s'implanter dans toute l'Allemagne. L'essor matériel, affranchi dans presque tous les domaines des barrières qui l'environnaient, se manifeste avec une force et une vitalité nous donnant l'assurance que certains phénomènes inquiétants du moment actuel se dissiperont aussi. Cependant les institutions de l'empire manquent encore de garanties importantes. Même l'organisation des emplois administratifs les plus élevés ne peut encore être considérée comme provisoire. Il faudra un travail long et sérieux pour combler les lacunes de la Constitution et de la législation de l'empire dans l'esprit d'un développement réellement constitutionnel.

« La Diète prussienne aussi peut enregistrer des progrès dans la voie de la législation, — et des progrès comme aucune législature antérieure n'a pu les énumérer. Le droit de fixation du budget s'exerce régulièrement, et a reçu une base solide par la loi sur la cour des comptes. Pour ce qui concerne le domaine de la législation des impôts, on a fait les premiers pas dans la voie d'une réforme qui doit diminuer les charges grevant les classes les plus durement imposées et aboutir à une répartition des impôts plus conforme à la situation actuelle des différentes classes de la population. Le crédit foncier a reçu une nouvelle garantie par le règlement du cadastre. La nécessité d'une extension de l'autonomie et de la décentralisation est aujourd'hui reconnue officiellement. Dans plusieurs domaines, la législation a déjà tracé des limites restreignant le droit de police et de tutelle de l'Etat, et la nouvelle organisation des cercles, entre autres, aura certainement le mérite d'avoir renversé les barrières de la féodalité et d'ouvrir une libre voie aux éléments actifs de la population dans l'administration des cercles. Enfin, de grands progrès ont été accomplis dans la sphère du développement humain et individuel. Les « règlements scolaires » sont tombés. Le gouvernement, avec le concours résolu de notre parti, a fait aboutir la loi sur l'inspection scolaire, et de plus, la longue série des lois politico-religieuses consacrera la rupture définitive avec ce fâcheux système d'assurance mutuelle entre la bureaucratie, dans l'Etat, et le sacerdoce, dans l'Eglise, — système qui avait pesé si longtemps sur notre essor national.

« Il y a cependant peu de ces lois auxquelles notre parti ait pu donner une adhésion sans réserve. Il a toujours tenté d'y faire introduire des modifications qui lui paraissent opportunes. Mais, bien qu'il n'ait échoué que pour souvent dans ces tentatives, il n'en a pas moins reconnu la nécessité de soutenir le gouvernement, de concert avec les autres partis libéraux, dans une lutte qui de jour en jour acquiert à un plus haut degré le caractère d'une grande lutte pour la civilisation de l'humanité.

« Ce n'est pas que, pour cela, le parti progressiste soit devenu un parti gouvernemental. Il est un parti composé d'hommes indépendants, qui n'ont aucune obligation ni envers le gouvernement en général ni envers aucun de ses membres en particulier. Son programme a été et est encore purement objectif. Les vœux et les tendances qui sont l'apanage du parti ne lui feront pas oublier cependant que la mission suprême de l'Etat est de garantir aux citoyens, dans les limites de la légalité, la mesure de liberté individuelle et les moyens de culture propres à assurer leur participation aux progrès généraux de l'humanité et il jugera toujours toute mesure législative ou administrative selon qu'elle sera de nature à favoriser ou à entraver l'accomplissement de cette mission.

« Electeurs ! Une nouvelle organisation des provinces et des communes dans le sens de l'autonomie est nécessaire. De graves résolutions sont imminentes dans le domaine des institutions scolaires et ecclésiastiques. Il s'a-

git surtout de décider, et cela pour un long espace de temps, si dans notre future constitution ecclésiastique la communauté obtiendra la position à laquelle elle a droit. Veillez à ce que, par l'élection d'hommes indépendants et vraiment libéraux, ces résolutions ne tournent pas au détriment de la liberté, de la civilisation et des plus nobles aspirations de l'humanité ! »

(Suivent 67 signatures.)

— La motion sur l'unité du droit, dont le Parlement de l'empire s'est saisi pour la troisième fois, porte les signatures de MM. Lasker, de Bernuth, le baron de Stauffenberg, le prince de Hohenlohe-Schillingfürst (ancien ministre bavarois), Friedenthal, Miquel, Herz et de 106 députés d'à peu près toutes les fractions politiques du Parlement.

La motion propose « simplement, » ce qui n'empêchera pas des luttes longues et vives, — que le 13^e alinéa de l'art. 4 de la Constitution de l'empire soit remplacé par la disposition suivante : « Est du domaine de la compétence de l'empire toute la législation sur le droit civil, le droit pénal et le droit de procédure pénale. »

On sait que la motion a déjà été votée l'année dernière dans les mêmes termes, mais que, — malgré plusieurs conférences judiciaires et conférences ministérielles, — les divers gouvernements confédérés n'ont pas encore pu mettre le conseil fédéral à même de se prononcer définitivement sur l'unité du droit.

— On mande de Leipzig, 22 mars, qu'à la suite de la réponse du président de l'association des ouvriers typographes au président de la ligue des imprimeurs, on a entamé des négociations qui, à ce qu'on espère, mettront prochainement fin à la grève, et cela de manière à satisfaire les patrons et les ouvriers. Des décisions définitives, sur la base de ces négociations, devaient être prises à l'assemblée générale des patrons, convoquée à cet effet à Weimar pour lundi passé, 24 mars.

En attendant la fin de la grève, les deux grands journaux allemands de Posen, la *Posener Zeitung* et l'*Ostsee-Zeitung*, ont pas pu paraître lundi matin, par la raison que tous les compositeurs, à l'exception de huit, avaient quitté les ateliers dès samedi dernier. Ces deux journaux ont dû faire paraître lundi soir un numéro commun. Le travail n'a pas été interrompu dans les imprimeries des journaux polonais de Posen.

La *Kölnische Zeitung* dit, à propos de la grève des typographes, que depuis nombre d'années déjà elle n'admet dans ses ateliers aucun ouvrier affilié à l'association, de sorte que la grève actuelle ne la touche pas d'une manière immédiate.

PRUSSE. — Le *Staatsanzeiger* du 22 mars publie la loi du 13 mars, ordonnant l'affectation de 12,774,000 th., provenant des excédents de diverses branches de l'administration pendant l'exercice de 1872, à l'amortissement des emprunts publics 4 1/2 0/0 des années 1848, 1854, 1855, 1857 et 1859, ainsi que de l'emprunt nassovien de 1861.

Autriche-Hongrie.

La *Wiener-Zeitung* du 23 mars annonce que M. le baron Maximilien de Gager, conseiller de cour et conseiller aux ministères de la maison de l'empereur et des affaires étrangères, a été mis à la retraite, sur sa demande. M. de Gager a été élevé à cette occasion au rang de conseiller privé.

— On sait qu'à la suite du refus des députés du Vorarlberg d'assister aux séances du Reichsrath, des élections d'urgence avaient été ordonnées dans ce pays sur la base du *Nothwahlgesetz*. Le groupe des communes rurales est resté fidèle à ses principes et a élu un député ultramontain. Son exemple n'a pas été suivi cependant par le groupe des villes. Une dépêche de Feldkirch, 22 mars, annonce que le candidat constitutionnel, M. Froschauer, l'a emporté sur son compétiteur clérical, M. Rhombert.

— L'ascendant de M. Déak à la Chambre des Députés de Hongrie s'est affirmé une fois de plus dans la séance du 22 mars. Il s'agissait d'un projet de loi portant augmentation de deux millions du subside accordé par le gouvernement pour les travaux du canal François. MM. Tisza et Ghyczy avaient combattu le projet aux applaudissements d'une grande partie de l'assemblée. Le ministre des finances, M. de Kerkapoly, avait épuisé tous les arguments possibles pour faire adopter le projet, mais tout le monde était convaincu que la loi échouerait, lorsque M. Déak prit la parole, le dernier, conjura la Chambre, au nom du crédit du pays, qui souffrirait grandement si les actions du canal François n'arrivaient pas à être bien cotées sur le marché financier, et fit si bien que son argumentation fut pour conséquence de rallier la majorité en faveur du projet de loi, — qui a été voté par 113 voix contre 94.

— Nous avons dit hier quelle sensation le discours du primat de Hongrie, M^r Simor, a

l'assemblée générale de la « confrérie de St. Etienne », a produite dans tout le pays. Il paraît que le primat cherche maintenant à atténuer quelque peu la portée de ses paroles, car un dépêche de Pesth dit que l'organe clérical hongrois, le *Magyar Allam*, a publié le 22 mars une version châtée du discours du M^r Simor, dans laquelle ne figurent point les passages et les épithètes qui avaient le plus soulevé de récriminations.

— On nous écrit de Vienne :

« Six semaines nous séparent encore du terme de l'ouverture de l'exposition universelle, terme qui reste irrévocablement fixé au 1^{er} mai — et déjà il se manifeste dans notre capitale une grande affluence d'étrangers. Parmi ces hôtes il faut compter en premier lieu les commissaires délégués par les différents gouvernements qui ont déjà ouvert leurs bureaux et ont inauguré leurs fonctions, entourés d'un nombreux personnel. Tout le monde peut se convaincre que les travaux touchent à leur fin et que rien ne s'opposera à ce que l'ouverture de l'exposition ait lieu le jour désigné.

« Une température exceptionnellement favorable bâtit, de sorte que la plupart des constructions ont pu être achevées avant la période fixée pour leur accomplissement.

« Cette température a aussi exercé la plus heureuse influence sur les conditions sanitaires de la ville, qui n'ont jamais été plus favorables qu'en ce moment.

« Presque tous les ans, la partie de la ville qui avoisine le Danube se trouvait envahie par les eaux à l'époque de la débâcle, et cette inondation donnait lieu à des épidémies : cette année, au contraire, le Danube ne s'est jamais élevé au-dessus du niveau normal, et la ville a été préservée de la crue des eaux et de ses suites fâcheuses.

« A la faveur des mêmes circonstances la navigation fluviale n'a presque point subi d'interruptions, et il a été possible de former à temps un stock d'approvisionnement pour la ville. Les autorités gouvernementales et locales se sont concertées dans ce but avec les différents sociétés de chemins de fer, et ces dernières feront circuler pendant toute la durée de l'exposition des convois quotidiens destinés particulièrement à subvenir au ravitaillement. En un mot, toutes les précautions ont été prises pour empêcher tout renchérissement des denrées.

« De nombreux restaurants ont été ouverts, dans lesquels des milliers de personnes trouvent leur nourriture au même prix que par le passé. On a songé de même à procurer aux visiteurs de l'exposition la plus grande facilité pour se loger.

« De grands hôtels de premier rang ont été nouvellement installés et les habitants ont mis un grand nombre de logements particuliers à la disposition des voyageurs, logements qui, les autres années, restaient vides sans qu'on songeât à les louer. Les bruits répandus sur la cherté excessive des hôtels sont controuvés, et ont leur origine dans la malveillance.

« Les mesures nécessaires ont été prises pour assurer aussi aux classes moins aisées des habitations convenables en établissant des logements en commun sur une grande échelle ; beaucoup d'établissements publics ont disposé leurs locaux pour y installer des maîtres d'école, des ouvriers, etc.

« Toutes les compagnies de chemins de fer de la monarchie autrichienne et de l'étranger accordent aux visiteurs de l'exposition une réduction notable sur leur tarif pour le voyage à Vienne.

« Pour faciliter la communication de la capitale avec le palais de l'exposition, — qui, soit dit en passant, se trouve du centre de la ville à une distance qu'un piéton peut parcourir en moins de 25 minutes, — deux nouveaux réseaux de chemins de fer autrichiens ont été construits, et la société des tramways et des compagnies d'omnibus ont largement augmenté leur matériel roulant. Pour le reste des véhicules à 1 ou 2 chevaux un nouveau tarif a été fixé et les autorités veilleront à sa stricte observation.

« En un mot, rien n'a été négligé pour que les visiteurs de l'exposition trouvent la plus grande facilité pour se loger, se nourrir et pour profiter des moyens de transport, de sorte que leur séjour à Vienne se passera dans les conditions les plus agréables. »

France.

La commission d'enquête sur le régime pénitentiaire vient de tenir une importante séance.

La commission avait à se prononcer sur les premières mesures législatives dont elle devra saisir l'Assemblée. Après de longs débats, après des études approfondies et des enquêtes très consciencieusement faites sur l'état des prisons tant en France que dans les pays voisins, la commission paraît s'être arrêtée à un projet complet de réformes.

Toutefois, et malgré le caractère urgent de

ces réformes, la commission a reconnu, dit-on, qu'elle ne pouvait procéder que graduellement dans leur réalisation ; qu'elle devait les faire accepter par l'opinion publique ; tenir compte des difficultés financières et des possibilités pratiques.

Obéissant à ces considérations, elle circonscrit donc la portée de ses premières propositions, et écartant pour le moment les prisons centrales et les établissements destinés aux jeunes détenus, elle s'occupe d'abord des prisons départementales.

On sait que ces prisons ne reçoivent actuellement que les détenus condamnés à moins d'une année. La commission aurait décidé, paraît-il, que le principe de la séparation individuelle serait appliqué désormais à cette catégorie de condamnés. Cette proposition aurait été présentée par M. d'Haussonville, décidant que :

« Les condamnés à un emprisonnement d'un an et au-dessous subissent le régime de la prison départementale, et sont soumis au régime de la séparation individuelle. Les condamnés à plus d'une année subissent le régime de la séparation individuelle. »

Mais la question s'est élevée de savoir s'il n'y avait pas lieu d'étendre cette mesure à tous les condamnés à l'emprisonnement correctionnel. En ce moment, et contrairement à la loi, les détenus condamnés à plus d'une année subissent leur peine dans les maisons centrales.

N'importe-t-il pas de les interner dans les prisons départementales et d'appliquer le principe de la séparation à toute cette catégorie de condamnés ?

C'est cette opinion que M. Sazac a soutenue très énergiquement. La majorité de la commission a décidé que l'état de choses actuel devait être maintenu jusqu'à nouvel ordre, et qu'il y avait lieu de l'appliquer, en ce moment, la séparation individuelle que dans les prisons départementales, c'est-à-dire aux courtes peines. Cette solution ne dirige rien des mesures plus considérables ; elle réalise une réforme dont l'importance et l'utilité ne peuvent être contestées, et que les pays voisins ont été unanimes à adopter. Elle met le condamné à l'abri de la contagion morale. Ce n'est peut-être pas l'amendement public adjuvant le jury de tenir compte seulement de ses propres impressions.

Le lendemain, et après M. Lucet, M^r Porciol, Luc Givaudan, Serer, Bozzo et Haefner, présentait la défense des accusés. Le ministère public adjuge le jury de tenir compte seulement de ses propres impressions.

Mr Lucet répliqua énergiquement. Il fait remonter toute la responsabilité de l'insurrection à l'insurrection des bureaux arabes, laquelle, dit-il, a fini son temps. Il ajoute que le personnel de ces bureaux rendra plus de services dans les régiments en préparant l'avenir de la France.

D'après l'arrêt rendu dans la soirée du 21 mars, Mokrani a été condamné aux travaux forcés, cinq autres à la prison ; les condamnés ont obtenu le bénéfice des circonstances atténuantes.

— Le deuxième groupe des accusés dans l'affaire des grands chefs arabes comprend quatre accusés. Le principal d'entre eux est Mezrag, frère de Mokrani, qui prit le commandement de l'insurrection à la mort du bach agha.

L'accusation qui pèse sur Mezrag est de la dernière gravité. M^r Albert Grévy est venu le défendre.

Mezrag, qui a été complètement battu, et cela journellement, s'était enfui dans le désert, où, épuisé de fatigue et de misère, il avait été obligé de se constituer prisonnier à Ouargla, le 20 janvier 1872. Ses trois coaccusés sont ses lieutenants.

— Une arrestation importante a eu lieu le 21 mars au ministère de la guerre. Deux gendarmes se présentaient au bureau des dépôts et fortifications, et y procédaient à l'arrestation d'un des employés, en vertu d'un mandat d'arrêt signé du colonel Gaillard. L'employé arrêté avait pris une part très-active à l'insurrection du 18 mars. C'est un sieur Houette, qui, sous la Commune, avait joué le rôle de capitaine adjudant-major, avait été délégué au bataillon de Blanqui et était impliqué dans de nombreux vols, assassinats, pillages et incendies commis dans les derniers jours de la Commune. Depuis un an et demi, Houette était attaché au ministère de la guerre et n'avait donné à ses chefs aucun sujet de plainte ; il avait donc toute raison de se croire certain de l'impunité.

Voici comment Houette fut découvert. Cet employé entraînait souvent, pour les besoins du service, dans le cabinet du général Renson, le chef de cabinet du ministère de la guerre. Il y entra donc, il y a quelques jours, et alla directement, comme d'habitude, porter une communication au chef du cabinet, lorsque la garde de Paris qui était de planton à la porte du général s'affaissa subitement sur lui-même en poussant un cri. On lui administra les premiers soins, on le fit revenir à lui, et le pre-

mier mot que prononça le garde de Paris, revenu de son évanouissement, fut : « C'est lui ! Qui lui ? On l'interrogea, et l'on découvrit que l'employé qui venait d'entrer dans le bureau de M. le général Renson avait donné l'ordre de faire fusiller le malheureux garde sous la Commune, que cet ordre n'avait heureusement pas été exécuté sur l'heure, et que le garde avait été enfermé avec les autres otages que la Commune n'eût pas le loisir de faire fusiller.

Une enquête a été immédiatement ouverte, et elle révèle les faits les plus curieux qui appartiennent aux débats qui vont s'ouvrir prochainement. On découvrit, entre autres choses, que le sieur Houette avait été condamné antérieurement par contumace à la déportation, sous le nom supposé qu'il portait comme officier de la Commune. Deux gendarmes sont venus l'appréhender au corps au ministère de la guerre, et il a été immédiatement dirigé au dépôt, en attendant son prochain départ pour la maison de justice de Versailles. (Liberté.)

La direction du Bureau Veritas vient de publier les listes des sinistres maritimes signalés pendant les mois de janvier et février 1873, concernant tous les pavillons.

Ces listes fournissent les statistiques suivantes :

Navires à voiles perdus totalement :

En janvier, 221.

Savoir : 137 anglais, 21 français, 13 norvégiens, 11 américains, 6 grecs, 6 allemands, 5 danois, 5 hollandais, 4 espagnols, 4 italiens, 2 autrichiens, 2 portugais, 1 nigaragua, 1 suédois, 1 guatemala, 1 russe, 1 turc. Dans ce nombre sont compris 21 navires à voiles supposés perdus corps et biens par suite de défaut de nouvelles.

En février, 311.

Savoir : 117 anglais, 64 français, 15 américains, 13 italiens, 13 hollandais, 12 allemands, 12 norvégiens, 9 espagnols, 5 grecs, 5 danois, 1 suédois, 1 portugais, 1 brésilien et 4 dont les pavillons n'ont pas été signalés. Dans ce nombre sont compris 28 navires à voiles supposés perdus corps et biens, par suite de défaut de nouvelles.

Navires à vapeur perdus totalement :

En janvier, 34.

Savoir : 19 américains, 11 anglais, 2 allemands, 2 français ; ce nombre comprend 2 vapeurs supposés perdus corps et biens, par suite de défaut de nouvelles.

En février, 19.

Savoir : 12 anglais, 2 américains, 1 français, 1 brésilien, 1 chilien, 1 espagnol, 1 norvégien ; ce nombre comprend 2 vapeurs supposés perdus corps et biens par suite de défaut de nouvelles.

— Nous trouvons dans la *Forêt*, journal qui paraît à Roanne, l'article suivant, relatif à une erreur judiciaire commise en France, il y a trente et un ans, et dont nous avons déjà eu l'occasion de parler :

« Nous pouvons aujourd'hui, dit cette feuille, avec les renseignements qui nous ont été fournis, reconstituer en tous ses détails principaux le drame sanglant qui aboutit à l'erreur judiciaire dont nous avons parlé.

En 1842, les sieurs Bonnet et Grataloup, revenant de la foire de Saint-Symphorien-sur-Coise, furent, sur le territoire du département de la Loire, assaillis et terrassés. Le vol était le mobile du crime. Les assassins (ils étaient deux) avaient que Grataloup avait touché une somme importante. Ils ne trouvèrent en la possession de leurs victimes que 35 francs ! La suite de ce récit expliquera pourquoi Grataloup et Bonnet n'avaient sur eux que cette faible somme.

Après cinquante jours de souffrances Bonnet succomba à ses blessures. Grataloup survécut. Interrogé à diverses reprises, il déclara n'avoir pas reconnu ses agresseurs.

« Une année entière s'écoula. Tout à coup le bruit se répandit que les auteurs du crime étaient les nommés Dussud, aubergiste, et Lionnet, colporteur. Ce dernier avait subi depuis peu une condamnation correctionnelle pour vagabondage. Dès qu'il eut connaissance des bruits qui couraient, il en informa Dussud. Dussud jouissait de l'estime publique : une pareille accusation ne pouvait l'atteindre ; il ne s'en inquiéta pas.

Il fallut l'intervention du maire et du juge de paix de la commune, avec lesquels il entretenait d'excellentes relations, pour lui faire comprendre qu'il devait mettre un terme à ces calomnies. Après bien des hésitations, il se décida à intenter une action civile contre Grataloup, auteur présumé des bruits malveillants. Dussud demandait 3,000 francs de dommages-intérêts.

Il fut dès lors important pour Grataloup, menacé d'avoir à payer à Dussud 3,000 fr. de titre de réparation, d'établir la culpabilité de ce dernier. Il affirma à l'audience du tribunal que les individus par lesquels Bonnet et lui avaient été attaqués, s'étaient, durant la lutte, appelés entre eux Dussud et Lionnet. Le premiers soins, on le fit revenir à lui, et le pre-

de tirer au sort étant venu, ses parents lui écrivirent de rentrer dans sa patrie.

Le malheureux n'avait aucune ressource pour entreprendre ce voyage. Les secours qu'il avait obtenus étaient épuisés, quand il arriva à Lyon. Il demanda l'assistance du consul d'Italie, mais n'ayant reçu du secrétaire du consul qu'une somme insuffisante, il manifesta son mécontentement en le frappant de son couteau. Un voisin vint heureusement mettre fin à cette manifestation.

Au moment de son arrestation, le prévenu avait d'abord déclaré se nommer Cesare Formica, et quand, à son premier interrogatoire, M. le président lui demanda pourquoi il avait pris ce faux nom, il en donna une explication très remarquable : « C'est un surnom ; mes camarades disaient que j'étais le roi des travailleurs, Cesare, et je le répondais : Oh ! non, je ne suis qu'un modeste formica, l'ormica : d'où Cesare Formica. »

Dans l'audience du 20 mars consacrée à l'affaire des grands chefs arabes, M^r Lucet, chargé de la défense de plusieurs accusés, exposa les causes principales de l'insurrection ; il dit que la politique suivie en Algérie à tous les jours été de diviser pour régner en opposant les uns aux autres les chefs insoumis, au lieu de chercher à les ramener et à apaiser leurs dissensions.

Mr Lucet dit qu'il estime trop l'armée pour la soupçonner de connivence, mais il trouve que des faits tels que la retraite du colonel Bonvalet, l'abandon du convoi du capitaine Trinquet et la retraite de M. Lapasset sont des choses fort insolites. L'opinion publique, ajoute M^r Lucet, place la responsabilité de l'insurrection en dehors de cette enceinte. M^r Lucet signale encore, parmi les causes principales de l'insurrection, la haine ressentie par le régime militaire et la féodalité contre la république et le régime civil. On voulait prouver qu'avant le 4 septembre on trouvait ici la paix, l'abandon, le dévouement ; et après l'avènement de la république, l'anarchie et la révolte. Le défenseur demande l'acquiescement des accusés, car ils obéissaient à la puissance exceptionnelle faite à Mokrani. En les absolvant, l'opinion dira : Si la justice n'a pas frappé les accusés, c'est parce qu'elle était impuissante à atteindre les vrais coupables.

Le lendemain, et après M^r Lucet, M^r Porciol, Luc Givaudan, Serer, Bozzo et Haefner, présentait la défense des accusés. Le ministère public adjuge le jury de tenir compte seulement de ses propres impressions. Mr Lucet répliqua énergiquement. Il fait remonter toute la responsabilité de l'insurrection à l'insurrection des bureaux arabes, laquelle, dit-il, a fini son temps. Il ajoute que le personnel de ces bureaux rendra plus de services dans les régiments en préparant l'avenir de la France.

D'après l'arrêt rendu dans la soirée du 21 mars, Mokrani a été condamné aux travaux forcés, cinq autres à la prison ; les condamnés ont obtenu le bénéfice des circonstances atténuantes.

Le deuxième groupe des accusés dans l'affaire des grands chefs arabes comprend quatre accusés. Le principal d'entre eux est Mezrag, frère de Mokrani, qui prit le commandement de l'insurrection à la mort du bach agha.

L'accusation qui pèse sur Mezrag est de la dernière gravité. M^r Albert Grévy est venu le défendre.

Mezrag, qui a été complètement battu, et cela journellement, s'était enfui dans le désert, où, épuisé de fatigue et de misère, il avait été obligé de se constituer prisonnier à Ouargla, le 20 janvier 1872. Ses trois coaccusés sont ses lieutenants.

Une arrestation importante a eu lieu le 21 mars au ministère de la guerre. Deux gendarmes se présentaient au bureau des dépôts et fortifications, et y procédaient à l'arrestation d'un des employés, en vertu d'un mandat d'arrêt signé du colonel Gaillard. L'employé arrêté avait pris une part très-active à l'insurrection du 18 mars. C'est un sieur Houette, qui, sous la Commune, avait joué le rôle de capitaine adjudant-major, avait été délégué au bataillon de Blanqui et était impliqué dans de nombreux vols, assassinats, pillages et incendies commis dans les derniers jours de la Commune. Depuis un an et demi, Houette était attaché au ministère de la guerre et n'avait donné à ses chefs aucun sujet de plainte ; il avait donc toute raison de se croire certain de l'impunité.

Voici comment Houette fut découvert. Cet employé entraînait souvent, pour les besoins du service, dans le cabinet du général Renson, le chef de cabinet du ministère de la guerre. Il y entra donc, il y a quelques jours, et alla directement, comme d'habitude, porter une communication au chef du cabinet, lorsque la garde de Paris qui était de planton à la porte du général s'affaissa subitement sur lui-même en poussant un cri. On lui administra les premiers soins, on le fit revenir à lui, et le pre-

mier mot que prononça le garde de Paris, revenu de son évanouissement, fut : « C'est lui ! Qui lui ? On l'interrogea, et l'on découvrit que l'employé qui venait d'entrer dans le bureau de M. le général Renson avait donné l'ordre de faire fusiller le malheureux garde sous la Commune, que cet ordre n'avait heureusement pas été exécuté sur l'heure, et que le garde avait été enfermé avec les autres otages que la Commune n'eût pas le loisir de faire fusiller.

Une enquête a été immédiatement ouverte, et elle révèle les faits les plus curieux qui appartiennent aux débats qui vont s'ouvrir prochainement. On découvrit, entre autres choses, que le sieur Houette avait été condamné antérieurement par contumace à la déportation, sous le nom supposé qu'il portait comme officier de la Commune. Deux gendarmes sont venus l'appréhender au corps au ministère de la guerre, et il a été immédiatement dirigé au dépôt, en attendant son prochain départ pour la maison de justice de Versailles. (Liberté.)

La direction du Bureau Veritas vient de publier les listes des sinistres maritimes signalés pendant les mois de janvier et février 1873, concernant tous les pavillons.

Ces listes fournissent les statistiques suivantes :

Navires à voiles perdus totalement :

En janvier, 221.

Savoir : 137 anglais, 21 français, 13 norvégiens, 11 américains, 6 grecs, 6 allemands, 5 danois, 5 hollandais, 4 espagnols, 4 italiens, 2 autrichiens, 2 portugais, 1 nigaragua, 1 suédois, 1 guatemala, 1 russe, 1 turc. Dans ce nombre sont compris 21 navires à voiles supposés perdus corps et biens par suite de défaut de nouvelles.

En février, 311.

Savoir : 117 anglais, 64 français, 15 américains, 13 italiens, 13 hollandais, 12 allemands, 12 norvégiens, 9 espagnols, 5 grecs, 5 danois, 1 suédois, 1 portugais, 1 brésilien et 4 dont les pavillons n'ont pas été signalés. Dans ce nombre sont compris 28 navires à voiles supposés perdus corps et biens, par suite de défaut de nouvelles.

Navires à vapeur perdus totalement :

En janvier, 34.

Savoir : 19 américains, 11 anglais, 2 allemands, 2 français ; ce nombre comprend 2 vapeurs supposés perdus corps et biens, par suite de défaut de nouvelles.

En février, 19.

Savoir : 12 anglais, 2 américains, 1 français, 1 brésilien, 1 chilien, 1 espagnol, 1 norvégien ; ce nombre comprend 2 vapeurs supposés perdus corps et biens par suite de défaut de nouvelles.

— Nous trouvons dans la *Forêt*, journal qui paraît à Roanne, l'article suivant, relatif à une erreur judiciaire commise en France, il y a trente et un ans, et dont nous avons déjà eu l'occasion de parler :

« Nous pouvons aujourd'hui, dit cette feuille, avec les renseignements qui nous ont été fournis, reconstituer en tous ses détails principaux le drame sanglant qui aboutit à l'erreur judiciaire dont nous avons parlé.

En 1842, les sieurs Bonnet et Grataloup, revenant de la foire de Saint-Symphorien-sur-Coise, furent, sur le territoire du département de la Loire, assaillis et terrassés. Le vol était le mobile du crime. Les assassins (ils étaient deux) avaient que Grataloup avait touché une somme importante. Ils ne trouvèrent en la possession de leurs victimes que 35 francs ! La suite de ce récit expliquera pourquoi Grataloup et Bonnet n'avaient sur eux que cette faible somme.

Après cinquante jours de souffrances Bonnet succomba à ses blessures. Grataloup survécut. Interrogé à diverses reprises, il déclara n'avoir pas reconnu ses agresseurs.

« Une année entière s'écoula. Tout à coup le bruit se répandit que les auteurs du crime étaient les nommés Dussud, aubergiste, et Lionnet, colporteur. Ce dernier avait subi depuis peu une condamnation correctionnelle pour vagabondage. Dès qu'il eut connaissance des bruits qui couraient, il en informa Dussud. Dussud jouissait de l'estime publique : une pareille accusation ne pouvait l'atteindre ; il ne s'en inquiéta pas.

Il fallut l'intervention du maire et du juge de paix de la commune, avec lesquels il entretenait d'excellentes relations, pour lui faire comprendre qu'il devait mettre un terme à ces calomnies. Après bien des hésitations, il se décida à intenter une action civile contre Grataloup, auteur présumé des bruits malveillants. Dussud demandait 3,000 francs de dommages-intérêts.

Il fut dès lors important pour Grataloup, menacé d'avoir à payer à Dussud 3,000 fr. de titre de réparation, d'établir la culpabilité de ce dernier. Il affirma à l'audience du tribunal que les individus par lesquels Bonnet et lui avaient été attaqués, s'étaient, durant la lutte, appelés entre eux Dussud et Lionnet. Le premiers soins, on le fit revenir à lui, et le pre-

mier mot que prononça le garde de Paris, revenu de son évanouissement, fut : « C'est lui ! Qui

curer du roi prit acte de cette déclaration et commença aussitôt l'instruction criminelle.

« Dussud et Lionnet furent arrêtés. »
« Deux témoins suffirent à l'accusation. L'un, nommé Fayolle, attesta avoir rencontré les prévenus, le soir même du crime, à dix heures, dans le voisinage du lieu où l'assassinat avait été commis. Ce témoin, d'une moralité plus que douteuse, a subi depuis plusieurs condamnations. L'autre, nommé Brun, affirmait prétendre être resté chez lui, que le soir du crime, vers dix heures, il avait regardé par la croisée de la maison Dussud, et n'avait vu personne. »

« De son côté, Dussud avait fait citer une cinquantaine de témoins à décharge. Les époux Michel vinrent déclarer, sous la foi du serment, que la soirée même du crime, ils l'avaient passée tout entière chez Dussud, avec lui, sans le quitter un seul instant depuis huit heures jusqu'à minuit. Ces deux malheureux, nous l'avons dit, convaincus de faux témoignages, furent condamnés à sept et à cinq ans de bagne. Michel y mourut un an après. Sa femme est morte il y a quelques mois, dans un village des environs de Besançon. »

« Le neveu même de Grataloup, une des victimes, cité par Dussud, attesta que c'était en la présence même de ce dernier et dans son antre que l'argent d'un oncle lui avait été payé à lui Grataloup neveu ; que, par conséquent, si Dussud eût été l'auteur de l'agression, on n'eût point été contre l'oncle, mais contre le neveu qu'il l'eût commise. »

« D'autres témoins rendirent hommage à la probité jusqu'au bout sans tache de Dussud. Ayant un jour trouvé huit cents francs, il s'était empressé de les rendre au sieur Grange de Saint-Denis. Une autre fois, il avait trouvé une montre, il l'avait remise au propriétaire et y réussit. C'était un gendarme de la garnison voisine. »

« Malgré tous ces témoignages favorables, Dussud et Lionnet, déclarés coupables par le jury, furent condamnés : Lionnet aux travaux forcés à perpétuité, Dussud à quinze années de la même peine. »

« Lionnet est mort au bagne. Dussud a fait « son temps ». Il est rentré dans sa famille. Il ne comptait plus, il ne devait plus compter sur la justice des hommes. La Providence réservait quelque jour à ses vieux jours. Le misérable pour lequel lui et sa famille ont, durant trente années et plus, gémi et souffert, n'a pu mourir avec son terrible secret. Depuis un mois, suspendu entre la vie et la mort, il semblait attendre l'arrivée d'un confident autorisé. Ce confident a été M. Dussud, fils du forçat innocent, qui, averti par hasard de la maladie de l'homme soupçonné d'être l'assassin de Bonnet, se rendit en toute hâte à l'hôpital de Saint-Symphorien-sur-Coise. »

« Joannès dit Ramin, le véritable auteur du crime, le reconnut. Tout d'abord il refusa de répondre à ses questions. Enfin, comme pour se soulager du poids immense qui oppressait sa poitrine, il avoua tout à voix basse et timidement, puis, sur l'exhortation des religieuses qui le soignaient, à haute et intelligible voix avec toutes les marques d'un profond repentir. Il désigna son complice. Nous taisons son nom. Disons seulement qu'il interrogea, il a nié. La prescription est depuis longtemps acquise ; aucune poursuite n'est possible, mais tout mauvais cas est niable. Sa femme n'a pas osé nier : elle déclare ne plus se souvenir de rien. Il faudra maintenant peu d'efforts à la justice pour obtenir de ces gens-là des aveux complets. »

« Voilà, dans toute leur sincérité, les faits de cette cause intéressante. S'il est difficile de parler sans émotion des erreurs de la justice criminelle, il est consolant de voir la presse tout entière s'occuper de la défense des innocentes victimes de ces erreurs. Nous remercions les confrères de la région d'avoir reproduit les détails contenus dans notre dernier numéro. Nous remercions surtout notre grand confrère le *Figaro* de vouloir bien prendre en ses viriles et puissantes mains la réhabilitation de Dussud, « un saint homme, rudement éprouvé ». Ainsi la qualité l'aumônier de l'hôpital de Saint-Symphorien. »

« Pendant sa première année de bagne, nous a dit M. Dussud, son malheureux père se demandait souvent s'il mourrait, ou s'il deviendrait fou. Souvent il appela la mort. A l'horrible contact de son compagnon de chaîne, il frémissait. En silence il dut subir les cyniques plaisanteries qu'inspiraient aux autres forçats sa prétendue innocence. La vigueur de son tempérament, le temps, et aussi la foi qu'il conserva toujours en la justice éternelle, soutinrent, ranimèrent son courage. Il eut une résignation héroïque. Bientôt sa conduite excellente fut remarquée. »

« Un an après son arrivée au bagne, il était décapité (les forçats sont ordinairement enchaînés deux à deux) et défilé. Un emploi de confiance lui était accordé, et quelques mois avant l'expiration de sa peine, il était enfin rendu à sa famille et à la liberté. Le chef du service des chaudières lui délivrait un certificat constatant que, de mémoire d'homme, on n'avait vu un forçat, sortant du bagne, sans avoir, comme lui, subi une seule punition. »

« Quelles réparations la loi offre-t-elle à ce saint, cette honnête vieillesse qu'elle a si rigoureusement frappé ? »

« Aucune. »
« Il peut être réhabilité à raison de sa bonne conduite au bagne et depuis sa libération. Il ne peut pas être déclaré non coupable du crime qu'il a expié, lui, innocent de ce crime. Il faudrait, veut la loi, que les véritables coupables pussent être poursuivis et condamnés. Or il y a prescription. *Dura lex, sed lex*. Nous ne voulons pas entrer dans de longs développements sur l'imprévoyance de la loi. La question est sérieuse et fort controversée. Il s'est toujours produit des erreurs judiciaires, il n'est pas impossible qu'il s'en produise encore dans l'avenir. »

« Rien n'est plus douloureux que les aberrations de cette nature. »

« Malgré le jugement qui la frappait dans la personne de son chef, la famille Dussud n'a pas cessé d'avoir, pleine et entière, la considération des honnêtes gens. L'opinion publique a, depuis longtemps, consacré l'innocence du forçat libéré. »

« On n'a point et ne retranche rien à ces impressions vives et pures. Cependant une réparation matérielle est due par la société. Des frais énormes ont été faits par les enfants Dussud. L'Etat leur en doit le remboursement intégral. Quant à ce vieillard, dont les cheveux ont blanchi sous le harnais de l'infamie, il sait attendre. Au-dessus de la justice humaine, sur laquelle il ne comptait plus, il y a la justice de Dieu. C'est sur elle qu'il compte. »

Grande-Bretagne.

On peut regarder la grève du pays de Galles comme entièrement terminée, écrit-on de Londres à l'*Indépendance belge*. La ville de Merthyr Tydfil est en fête ; des processions ont traversé les rues drapeaux déployés et musique en tête. Les détaillants ont commencé à faire des avances aux ouvriers. Les feux se rallument partout. Forgerons et mineurs travaillent à qui mieux mieux. Mais les ouvriers ont moins cédé que je ne pensais. Ce n'est que pour la forme que les maîtres ont voulu forcer les ou-

vrier à subir la réduction des salaires proposée par eux. La réduction ne durera que quelques jours. Après ce temps, les anciens salaires seront remis en vigueur pour quelque temps, puis ils seront augmentés. En somme la lutte était pour les patrons plutôt une querelle d'amour-propre. Les habitudes de la population celtique sont restées plus patriarcales que dans le district qu'elles. Les patrons voyaient de mauvais œil les tendances des unionistes faire invasion dans le pays ; cela dérangeait leurs relations traditionnelles avec leurs ouvriers. Ce qui prouve qu'un fond il régnait encore une grande cordialité entre les maîtres et leurs ouvriers dans le pays de Galles, c'est qu'il n'y a eu aucun excès à déplorer pendant la dernière grève, malgré toutes les souffrances qu'elle a engendrées. L'affaire est terminée ainsi de la façon la plus cordiale. M. Crawshaw, dont la famille a produit des maîtres de forges de père en fils depuis plus d'un siècle et qui est un des plus riches de ce pays, a reçu avant-hier une députation de plus de 2,000 ouvriers dans son parc. Il leur a offert un lunch plénier ; la bière et le whisky ont coulé à flots aux sons d'un orchestre plus bruyant qu'harmonieux. Les bons Gallois ont chanté à tue-tête les louanges de leur ancien patron, proclamant qu'il était le meilleur maître du monde. Tout est bien il finit bien. Il est regrettable seulement que l'accord n'ait pu se rétablir plus tôt. »

« Pour la seconde fois, le 20 mars, le sous-inspecteur de police Montgomery a comparu devant les assises de Omagh, comté de Tyrone (Irlande), accusé d'avoir assassiné, le 29 juin 1871, un employé de la maison de banque Newton Stewart & Bank. »

Les poursuites dans cette douloureuse affaire ont excité la curiosité générale dans tout un officier appartenant à la constabulaire royale de l'Irlande n'est pas un homme ordinaire. Il occupe le même rang et le même grade qu'un officier militaire en Angleterre. Montgomery était, du reste, un homme fort connu dans son arrondissement, ce qui attirait encore davantage la curiosité publique. »

C'est l'année dernière que l'accusé a comparu pour la première fois devant la cour, après avoir passé près d'une année en prison. Le jugement avait été retardé parce que la fureur et la haine contre le supposé assassin étaient trop grandes dans le pays. Pour cette même raison, l'on demanda encore une nouvelle remise de l'affaire ; le tribunal ne l'accorda pas, mais il fut décidé que les habitants de cinq milles à la ronde appartenant au jury seraient écartés. »

Après les débats, qui durèrent quelques jours, le jury ne pouvant tomber d'accord fut renvoyé, et le prisonnier aussitôt rentra de nouveau en prison. Pour la seconde fois, l'affaire arriva, il y a quelques jours, devant la cour. Quatre-vingt trois témoins furent interrogés. Le défenseur de Montgomery parla pendant dix heures. Le procès dura près de onze jours. Le jury, après avoir passé la nuit doublement à délibérer, arriva au même résultat que le premier. Les jurés, encore une fois, vinrent déclarer au tribunal qu'ils ne pouvaient tomber d'accord. Ces braves gens retourneront chez eux, et Montgomery fut renvoyé en prison. La semaine prochaine, il doit comparaître de nouveau devant la cour pour être jugé une troisième fois. »

Espagne.

Un télégramme a annoncé que les représentants de France et d'Angleterre avaient reçu des lettres pleines de menaces. Voici, d'après la correspondance particulière du *Daily News*, le texte de ces lettres, qui auraient été adressées également à la légation de Prusse :

« Ambassadeur, vous et votre gouvernement continuez contre la république. Pour ce motif, vous avez été condamné à mort. La maison que vous occupez et celles de tous les consuls seront consumées par les flammes. — Anarchie ! liquidation sociale et collectivisme ! »

« Madrid, 13 mars 1873. « LA DIRECTION. »

Ce document, dit le *Daily News*, porte le timbre de la poste de Madrid. Les trois diplômes n'en sont pas émus le moins du monde. »

« La *Liberté* a reçu la dépêche suivante : »

« Bayonne, 22 mars. »

« Les troupes du gouvernement espagnol viennent de réoccuper la douane d'Urdax (frontière française), qui, depuis bientôt deux ans, était occupée par les carlistes. »

« Le bruit d'une rencontre importante entre carlistes et républicains, qui se serait terminée à l'avantage de ces derniers, circule en ville. A bientôt les détails. »

« On écrit de la frontière au *Courrier de Bayonne* : »

« Les dommages causés au chemin de fer de Navarre par les carlistes sont réparés, mais le service n'a pas encore été repris par ordre du général en chef de l'armée du Nord. Nouvelles croient cependant que la circulation ne tardera pas à être rétablie, et que les trains de voyageurs et de marchandises, qui ne marchaient plus depuis le 3 janvier, vont pouvoir reprendre leur cours. »

« Le commerce de Bilbao éprouve le plus grand préjudice de l'interruption des communications ferrées avec le reste de la péninsule. »

« Velasco, le commandant général carliste de la Biscaye, a établi son quartier général à Villaro ; le nombre de ses volontaires augmente tous les jours. La contribution territoriale se paie sans trop de difficulté. La vallée d'Orozco a acquiescé à sa part contributive, qui s'élève à plus de 50,000 réaux. »

« Ce qui irrite le plus la population bilbaïnoise, c'est de savoir que dans une commune avoisinante, à Benagna, le maire a convoqué l'*ayuntamiento* et les plus forts contribuables, pour payer l'impôt de 50,400 réaux, dont la ville a été frappée par Velasco. Les libéraux réclament des mesures de rigueur et veulent que tout d'abord on commence par s'emparer de la personne du maire et de ses complices, qu'on les tienne en prison jusqu'au moment où les tribunaux pourront décider de leur sort. »

« Le *Figaro* reçoit de la frontière d'Espagne la lettre suivante, en date du 20 mars 1873 : »

« Il ne sera peut-être point inutile de vous donner un récit exact des événements militaires qui se sont accomplis depuis une dizaine de jours dans les provinces du Nord de l'Espagne. On reconnaît la nécessité d'un tel compte-rendu quand on lit les dépêches plus que fantaisistes que l'Agence Havas fait parvenir aux journaux de Paris. J'ai parcouru depuis dix jours, dans tous les sens, les provinces occupées par les carlistes ; j'ai passé quarante-huit heures au quartier général de Dorregaray, et reçu l'hospitalité du curé Santa Cruz ; j'ai passé plus de dix fois la frontière, rentrant toujours en France pour vous faire parvenir sûrement de mes nouvelles. Je puis donc juger mieux que tout autre, et d'une façon absolument impartiale, les événements de ces derniers jours. »

« Voici le procès-verbal exact des événements de ces derniers jours : Le général Novillas, dont tous les journaux célèbrent à l'envi l'ineptie, est rentré à Pampelune après l'affaire de Montoliu, avec des troupes absolument démoralisées qui criaient : *Vive Charles VII*, »

Il avait perdu en tués et blessés plus de 150 hommes ; il avait été contraint de laisser aux mains de l'ennemi 250 fusils Romington. »

« Malade et découragé, il ne voulait point quitter de nouveau Pampelune, mais pour obéir aux ordres du gouvernement il fit sortir une très forte colonne sous les ordres d'un de ses brigadiers. Cette colonne devait faire concorder ses mouvements avec deux autres corps sortis l'un de Saint-Sébastien, l'autre d'Irun. On savait que Dorregaray se dirigeait vers la frontière pour y chercher des armes, des munitions, des vêtements, des souliers ; on voulait l'acculer, le combattre et le vaincre dans une position qui, en cas de défaite, devrait forcer l'armée carliste à s'enterrer en France. Pour arriver à ce résultat, 5,000 hommes étaient en action et la colonne principale sortie de Pampelune se portait à marches forcées dans la direction de Vera. J'ai Navasens qui dirigeait l'opération se croyait sûr du succès et l'escomptait d'avance, les autorités françaises avaient été prévenues que plus de 6,000 carlistes allaient être rejoints de l'autre côté de la frontière, et déjà le bruit circulait à Bayonne que les routes étaient obstruées par les fuyards de l'armée royale. »

« Cependant, Dorregaray ayant reçu les approvisionnements qu'il attendait, touchait à peine à la frontière, et par une contre-marche d'une haute valeur stratégique, échappait à l'enlèvement qu'il attendait et se portait vers l'intérieur pendant que les troupes républicaines continuaient leur mouvement. »

« Le général carliste ne voulait pas tout-à-fait abandonner la ligne des donnes à l'armée républicaine, il laissait en arrière, pour occuper l'ennemi, l'un de ses meilleurs officiers, Rada, avec 500 hommes, pour occuper les colonnes et garder la douane de Dancharinea, de concert avec Santa Cruz, qui gardait, comme je vous l'ai écrit avant-hier, les hauteurs de *las tres mugas* avec 900 hommes. »

« Navasens ne rencontra donc que les soldats de Rada et ceux de Santa Cruz ; il ne put cependant ni déloger l'un ni battre l'autre, puisque hier 19, Rada était encore à Dancharinea et Santa Cruz aux *tresmugas*. »

« Quant aux soldats républicains, fatigués par des courses incessantes, mécontents de leurs officiers, réclamaient à grands cris les 2 francs par jour que la députation provinciale de Barcelone vient d'accorder à l'armée de Catalogne, ils sont hors d'état de poursuivre cette difficile campagne. »

« M. Pollack, directeur du mouvement des chemins de fer du Nord de l'Espagne, a signé hier, avec le comité supérieur carliste, une convention par laquelle l'administration s'engage à ne plus transporter de soldats et de munitions de guerre, depuis Miranda de Ebro jusqu'à la frontière française. »

« Les carlistes de leur côté laissent circuler librement voyageurs et marchandises. Le télégraphe sans neutralité sous la surveillance d'un agent carliste, et les fortifications établies dans les gares seront détruites. Il reste à soumettre cette convention au gouvernement de Madrid, qui ne pourra guère défendre ce qu'il a autorisé en Catalogne. »

« Le fait que je vous signale est des plus importants, car il pourrait bien amener, un jour ou l'autre, les gouvernements à reconnaître aux carlistes les droits des belligérants. »

« Le curé Santa-Cruz vient d'écrire une assez longue lettre au directeur du journal espagnol le *Pensamiento*. J'y remarque la phrase suivante : »

« N'avez-vous pas oublié dans votre journal l'ordre de mon chef Lizarraga, commandant général du Guipúzcoa, imposant peine de mort à tout employé du chemin de fer qui n'aura pas quitté son poste six heures après l'ordre reçu ? Croyez-vous que chefs de districts, nous ne soyons pas tenus de faire exécuter ces ordres ? Croyez-vous un employé de station plus coupable qu'une femme livrée depuis longtemps à l'espionnage, dont les délations ont peuplé les cahots des carlistes les meilleurs et les plus honorés ? Qu'une femme enfin qui a dénoncé les décrets d'armes qui nous avaient coûté des « sœurs et des fatigues sans nombre ? »

« Le hardi guerrillero qui signe Manuel Santa Cruz ajoute qu'il pardonne au rédacteur du journal en question et qu'il lui baise les mains. »

« Deux batteries d'artillerie doivent débarquer sur un point de la côte d'ici à quelques jours. Les carlistes les attendent avec impatience pour tenter l'attaque d'une ville importante. »

Grèce.

Une découverte assez curieuse pour les antiquaires a été faite à Athènes. Il y a quelques années, un Grec riche, nommé Leppa, mourut en Valachie, laissant une grande somme destinée à faire revivre les jeux Olympiques, après qu'ils auraient été modifiés conformément aux exigences de la société moderne. Après de longues discussions, il fut résolu qu'on élèverait à cet effet un édifice qui serait placé à Athènes entre le jardin du palais et le temple de Jupiter Olympien. On n'avait trouvé d'abord, en creusant le terrain choisi pour la construction, que des débris de mosaïque, datant du temps des Romains et des murs d'une date plus moderne, bâtis de pierre ordinaire et de mortier. La nature de ces découvertes n'avait donc pas encouragé les recherches. Mais il y a peu de temps, les ouvriers, en fouillant le terrain pour établir les fondements de l'édifice futur, ont mis au jour plusieurs restes d'une construction antique et les troncs de deux statues plus grandes que nature. Ces statues, l'une d'homme, l'autre de femme, ont été découvertes à 1 mètre 40 centimètres seulement de profondeur, à une place où le terrain monte doucement vers une petite colline. Toutes les deux sont évidemment de l'époque romaine ; les mains et les bras sont brisés, mais ce qui en reste suffit pour indiquer qu'elles représentaient des divinités : Esculape et Hygie. Les jambes de la statue d'Esculape ont été retrouvées, séparées du tronc, ainsi que trois fragments des bras de celle de Hygie. Cette dernière était représentée ayant sur l'épaule un serpent et tenant un vase dans lequel se serpent plongeait la tête. Les fouilles ont fait retrouver plusieurs fragments du corps de ce serpent. »

Amérique.

On mande de New-York, le 21 mars :

« Bidwell, impliqué dans l'affaire des faux commis au préjudice de la Banque d'Angleterre, a été arrêté à la Havane ; il sera renvoyé en Angleterre s'il est reconnu coupable. »

BIBLIOGRAPHIE.

SCHEPTEUR UND KRONEN.

Roman historique par M. SAMAROW.

Tel est le titre original d'un nouveau roman dont l'apparition a fait grande sensation en Allemagne et qui vient d'être traduit et publié en langue russe. Le plus vil attrait du roman historique consiste en ce qu'il introduit le lecteur dans l'intimité des personnages puissants et illustres, dont l'histoire ne lui montre que le côté officiel. »

« Cette persévérance commence à recevoir sa récompense. Toutes les provinces ont accueilli les autorités que nous leur avons envoyées, quelques-unes avec enthousiasme, toutes avec empressement. Les impôts ont été payés et les contributions ont été versées avec exactitude aux époques normales et que sous les gouvernements précédents. Les confits de Barcelone sent finis. La confiance renaît. »

« Nous aurons encore à lutter avec de graves difficultés, cela est inévitable ; mais nous comptons sur le temps et sur notre énergie pour les vaincre. »

« La presse française nous soutient en nous donnant la force morale, qu'elle nous aide de ses conseils, et nous triomphons des obstacles qui nous entourent. Il s'agit de sauver un peuple digne d'estime, qu'on ne doit pas juger d'après les excès des démagogues. Il y a au fond de notre caractère national plus de bon sens qu'on ne croit. Nous méritons donc d'être soutenus, et si nous le sommes, ce n'est pas entre nos mains que périront les destinées de notre patrie. »

« Quant à l'indiscipline de l'armée, qui vous préoccupe, elle commence à se corriger. Il ne faut pas oublier qu'il y a eu à cette indiscipline des causes qui l'expliquent sans l'excuser. Des dehors du changement de régime, il y a eu un changement radical de système de recrutement, et quand ces événements se sont produits, une grande partie des troupes qui se sont constituées se composaient du dernier contingent, qui, étant resté seulement quelques mois sous les drapeaux, n'avait pu encore avoir le sentiment complet de la discipline. »

« C'est du reste à tort que l'auteur allemand qui se cache sous le pseudonyme russe de Samarow a donné à son récit le nom de *roman historique* ; c'est politique qu'il aurait dû dire pour être exact. L'époque qu'il a choisie est l'année 1866, et malgré qu'elle ait été quelque peu effacée depuis par les mémorables événements qui lui ont succédé, elle est encore trop rapprochée de nous, les principaux acteurs de ce drame si court et si fécond en résultats jouent encore un rôle trop important dans la politique actuelle, pour qu'elle puisse être du domaine de l'histoire proprement dite. »

« Cette considération est loin d'être un désavantage de l'œuvre et la tournée que fait l'auteur à toutes les cours de l'Europe en constitue peut-être la partie la plus attachante. Il est vrai qu'en nous introduisant tour à tour dans les cabinets d'état et les salles de conseil de tous les monarques, ainsi que des ministres et des diplomates influents, et en nous faisant assister aux péripéties secrètes des négociations diplomatiques, l'auteur est obligé de garder des ménagements excessifs envers les personnages qu'il met en scène, mais comme il étend également sa bienveillance à tous, qu'il ne laisse jamais percer ses sympathies nationales et politiques et qu'il n'a de parti pris contre personne, ses procédés de délicatesse ne diminuent pas l'intérêt du récit. Si son indulgence extrême envers la Prusse, malgré qu'il appartienne, à ce qu'on prétend, à un des États annexés, s'explique par la réconciliation de tous les cœurs allemands en face de l'ennemi commun, son attitude calme et impartiale envers la France n'en est que plus méritoire, et il ne s'en départ pas un seul instant, tout en dépeignant avec une grande exactitude la politique de Napoléon III et de ses ministres à cette époque. »

« Il est à regretter que pour justifier ce titre de *roman*, que M. Samarow a donné à son œuvre, il se soit cru obligé de quitter parfois les hautes sphères politiques, où il se trouve si à l'aise, pour descendre dans les demeures de simples mortels et retracer le cours limpide ou tourmenté de leurs amours innocentes ou coupables. Autant la peinture des puissants de ce monde est faite avec verve et connaissance de cause, autant l'auteur est familiarisé avec tout ce qui touche à la vie publique, autant il est novice dans l'étude des caractères et dans les tableaux de mœurs. Aussi ces épisodes sont-ils pâles et incolores et a-t-on hâte de quitter les bons pasteurs et les vertueuses jeunes femmes, sans regretter même la séduisante Antonie, pour se retrouver aux Tuileries, à Schoenbrunn ou dans le cabinet du comte de Bismarck. Toutefois, et en dépit des imperfections signalées, l'œuvre de M. Samarow inaugure un genre nouveau et hardi en littérature et sera lu avec intérêt. D'ailleurs il ne risque pas de trouver beaucoup d'imitateurs : pour être à même de faire des confidences aussi curieuses au public, il faut avoir été admis dans le sanctuaire, et ce n'est pas un lot fréquent. »

« Une excellente traduction russe de ce roman, qui vient d'être publiée en quatre volumes, se distingue de la grande majorité de celles que nous offrent nos éditeurs. Grâce aux soins du traducteur, le public russe pourra jouir du roman allemand sans rien perdre du charme qui réside dans le style simple et élégant de l'original. »

ciel, et on peut le comparer à la curiosité qu'excite le portrait ou l'autographe d'une célébrité. Qui ne s'intéresse aux détails familiers de l'existence que mènent les grands de la terre et les arbitres des destinées humaines ? Qui n'aurait voulu lire dans le cœur de ceux qui sont en possession des sceptres et des couronnes, tant matériels qu'intellectuels ? Toute tentative de ce genre est sûre de ne point passer inaperçue, surtout si c'est un initié qui la fait. Et s'il en est ainsi lorsqu'il s'agit d'époques reculées, cet intérêt ne doit-il pas déteindre quand il est question de personnages contemporains, qui tiennent aujourd'hui encore les destinées de l'Europe entre leurs mains ? »

« C'est du reste à tort que l'auteur allemand qui se cache sous le pseudonyme russe de Samarow a donné à son récit le nom de *roman historique* ; c'est politique qu'il aurait dû dire pour être exact. L'époque qu'il a choisie est l'année 1866, et malgré qu'elle ait été quelque peu effacée depuis par les mémorables événements qui lui ont succédé, elle est encore trop rapprochée de nous, les principaux acteurs de ce drame si court et si fécond en résultats jouent encore un rôle trop important dans la politique actuelle, pour qu'elle puisse être du domaine de l'histoire proprement dite. »

« Cette considération est loin d'être un désavantage de l'œuvre et la tournée que fait l'auteur à toutes les cours de l'Europe en constitue peut-être la partie la plus attachante. Il est vrai qu'en nous introduisant tour à tour dans les cabinets d'état et les salles de conseil de tous les monarques, ainsi que des ministres et des diplomates influents, et en nous faisant assister aux péripéties secrètes des négociations diplomatiques, l'auteur est obligé de garder des ménagements excessifs envers les personnages qu'il met en scène, mais comme il étend également sa bienveillance à tous, qu'il ne laisse jamais percer ses sympathies nationales et politiques et qu'il n'a de parti pris contre personne, ses procédés de délicatesse ne diminuent pas l'intérêt du récit. Si son indulgence extrême envers la Prusse, malgré qu'il appartienne, à ce qu'on prétend, à un des États annexés, s'explique par la réconciliation de tous les cœurs allemands en face de l'ennemi commun, son attitude calme et impartiale envers la France n'en est que plus méritoire, et il ne s'en départ pas un seul instant, tout en dépeignant avec une grande exactitude la politique de Napoléon III et de ses ministres à cette époque. »

« Il est à regretter que pour justifier ce titre de *roman*, que M. Samarow a donné à son œuvre, il se soit cru obligé de quitter parfois les hautes sphères politiques, où il se trouve si à l'aise, pour descendre dans les demeures de simples mortels et retracer le cours limpide ou tourmenté de leurs amours innocentes ou coupables. Autant la peinture des puissants de ce monde est faite avec verve et connaissance de cause, autant l'auteur est familiarisé avec tout ce qui touche à la vie publique, autant il est novice dans l'étude des caractères et dans les tableaux de mœurs. Aussi ces épisodes sont-ils pâles et incolores et a-t-on hâte de quitter les bons pasteurs et les vertueuses jeunes femmes, sans regretter même la séduisante Antonie, pour se retrouver aux Tuileries, à Schoenbrunn ou dans le cabinet du comte de Bismarck. Toutefois, et en dépit des imperfections signalées, l'œuvre de M. Samarow inaugure un genre nouveau et hardi en littérature et sera lu avec intérêt. D'ailleurs il ne risque pas de trouver beaucoup d'imitateurs : pour être à même de faire des confidences aussi curieuses au public, il faut avoir été admis dans le sanctuaire, et ce n'est pas un lot fréquent. »

« Une excellente traduction russe de ce roman, qui vient d'être publiée en quatre volumes, se distingue de la grande majorité de celles que nous offrent nos éditeurs. Grâce aux soins du traducteur, le public russe pourra jouir du roman allemand sans rien perdre du charme qui réside dans le style simple et élégant de l'original. »

« C'est du reste à tort que l'auteur allemand qui se cache sous le pseudonyme russe de Samarow a donné à son récit le nom de *roman historique* ; c'est politique qu'il aurait dû dire pour être exact. L'époque qu'il a choisie est l'année 1866, et malgré qu'elle ait été quelque peu effacée depuis par les mémorables événements qui lui ont succédé, elle est encore trop rapprochée de nous, les principaux acteurs de ce drame si court et si fécond en résultats jouent encore un rôle trop important dans la politique actuelle, pour qu'elle puisse être du domaine de l'histoire proprement dite. »

« Cette considération est loin d'être un désavantage de l'œuvre et la tournée que fait l'auteur à toutes les cours de l'Europe en constitue peut-être la partie la plus attachante. Il est vrai qu'en nous introduisant tour à tour dans les cabinets d'état et les salles de conseil de tous les monarques, ainsi que des ministres et des diplomates influents, et en nous faisant assister aux péripéties secrètes des négociations diplomatiques, l'auteur est obligé de garder des ménagements excessifs envers les personnages qu'il met en scène, mais comme il étend également sa bienveillance à tous, qu'il ne laisse jamais percer ses sympathies nationales et politiques et qu'il n'a de parti pris contre personne, ses procédés de délicatesse ne diminuent pas l'intérêt du récit. Si son indulgence extrême envers la Prusse, malgré qu'il appartienne, à ce qu'on prétend, à un des États annexés, s'explique par la réconciliation de tous les cœurs allemands en face de l'ennemi commun, son attitude calme et impartiale envers la France n'en est que plus méritoire, et il ne s'en départ pas un seul instant, tout en dépeignant avec une grande exactitude la politique de Napoléon III et de ses ministres à cette époque. »

« Il est à regretter que pour justifier ce titre de *roman*, que M. Samarow a donné à son œuvre, il se soit cru obligé de quitter parfois les hautes sphères politiques, où il se trouve si à l'aise, pour descendre dans les demeures de simples mortels et retracer le cours limpide ou tourmenté de leurs amours innocentes ou coupables. Autant la peinture des puissants de ce monde est faite avec verve et connaissance de cause, autant l'auteur est familiarisé avec tout ce qui touche à la vie publique, autant il est novice dans l'étude des caractères et dans les tableaux de mœurs. Aussi ces épisodes sont-ils pâles et incolores et a-t-on hâte de quitter les bons pasteurs et les vertueuses jeunes femmes, sans regretter même la séduisante Antonie, pour se retrouver aux Tuileries, à Schoenbrunn ou dans le cabinet du comte de Bismarck. Toutefois, et en dépit des imperfections signalées, l'œuvre de M. Samarow inaugure un genre nouveau et hardi en littérature et sera lu avec intérêt. D'ailleurs il ne risque pas de trouver beaucoup d'imitateurs : pour être à même de faire des confidences aussi curieuses au public, il faut avoir été admis dans le sanctuaire, et ce n'est pas un lot fréquent. »

« Une excellente traduction russe de ce roman, qui vient d'être publiée en quatre volumes, se distingue de la grande majorité de celles que nous offrent nos éditeurs. Grâce aux soins du traducteur, le public russe pourra jouir du roman allemand sans rien perdre du charme qui réside dans le style simple et élégant de l'original. »

« C'est du reste à tort que l'auteur allemand qui se cache sous le pseudonyme russe de Samarow a donné à son récit le nom de *roman historique* ; c'est politique qu'il aurait dû dire pour être exact. L'époque qu'il a choisie est l'année 1866, et malgré qu'elle ait été quelque peu effacée depuis par les mémorables événements qui lui ont succédé, elle est encore trop rapprochée de nous, les principaux acteurs de ce drame si court et si fécond en résultats jouent encore un rôle trop important dans la politique actuelle, pour qu'elle puisse être du domaine de l'histoire proprement dite. »

« Cette considération est loin d'être un désavantage de l'œuvre et la tournée que fait l'auteur à toutes les cours de l'Europe en constitue peut-être la partie la plus attachante. Il est vrai qu'en nous introduisant tour à tour dans les cabinets d'état et les salles de conseil de tous les monarques, ainsi que des ministres et des diplomates influents, et en nous faisant assister aux péripéties secrètes des négociations diplomatiques, l'auteur est obligé de garder des ménagements excessifs envers les personnages qu'il met en scène, mais comme il étend également sa bienveillance à tous, qu'il ne laisse jamais percer ses sympathies nationales et politiques et qu'il n'a de parti pris contre personne, ses procédés de délicatesse ne diminuent pas l'intérêt du récit. Si son indulgence extrême envers la Prusse, malgré qu'il appartienne, à ce qu'on prétend, à un des États annexés, s'explique par la réconciliation de tous les cœurs allemands en face de l'ennemi commun, son attitude calme et impartiale envers la France n'en est que plus méritoire, et il ne s'en départ pas un seul instant, tout en dépeignant avec une grande exactitude la politique de Napoléon III et de ses ministres à cette époque. »

« Il est à regretter que pour justifier ce titre de *roman*, que M. Samarow a donné à son œuvre, il se soit cru obligé de quitter parfois les hautes sphères politiques, où il se trouve si à l'aise, pour descendre dans les demeures de simples mortels et retracer le cours limpide ou tourmenté de leurs amours innocentes ou coupables. Autant la peinture des puissants de ce monde est faite avec verve et connaissance de cause, autant l'auteur est familiarisé avec tout ce qui touche à la vie publique, autant il est novice dans l'étude des caractères et dans les tableaux de mœurs. Aussi ces épisodes sont-ils pâles et incolores et a-t-on hâte de quitter les bons pasteurs et les vertueuses jeunes femmes, sans regretter même la séduisante Antonie, pour se retrouver aux Tuileries, à Schoenbrunn ou dans le cabinet du comte de Bismarck. Toutefois, et en dépit des imperfections signalées, l'œuvre de M. Samarow inaugure un genre nouveau et hardi en littérature et sera lu avec intérêt. D'ailleurs il ne risque pas de trouver beaucoup d'imitateurs : pour être à même de faire des confidences aussi curieuses au public, il faut avoir été admis dans le sanctuaire, et ce n'est pas un lot fréquent. »

« Une excellente traduction russe de ce roman, qui vient d'être publiée en quatre volumes, se distingue de la grande majorité de celles que nous offrent nos éditeurs. Grâce aux soins du traducteur, le public russe pourra jouir du roman allemand sans rien perdre du charme qui réside dans le style simple et élégant de l'original. »

« C'est du reste à tort que l'auteur allemand qui se cache sous le pseudonyme russe de Samarow a donné à son récit le nom de *roman historique* ; c'est politique qu'il aurait dû dire pour être exact. L'époque qu'il a choisie est l'année 1866, et malgré qu'elle ait été quelque peu effacée depuis par les mémorables événements qui lui ont succédé, elle est encore trop rapprochée de nous, les principaux acteurs de ce drame si court et si fécond

A VENDRE ET A LOUER
sans l'entremise de commissaires, 5 maisons de campagne, au Vieux-Pétrohor, rue Znamenskaja, appartenant au général Kravtchenko.
Pour connaître les conditions s'adr. Gr. Mestchankaïa, près de la Gorokhovna, m. Pozdniak, l. p. 8 tous les jours de 4 à 6 h. du soir. 754

A VENDRE riche ameublement : salon, cabinet et chambre à coucher, bronzes une belle collection d'armes anciennes. Perspective de midi à 4 heures. 755

A VENDRE ameublement de luxe complet pour chambre à coucher, boudoir, salon, cabinet et chambre à coucher, bronzes. 756

rose, bronze, médaillon, porcelaine; salle à manger, chaise vèrni, cuir de Cordoue et acier; cabinet chêne sculpté, reps vert, garniture d'acier; balustrade Renaissance, bronze et porcelaine de Saxe. Visibles tous les jours, de midi à 4 heures, perspective Nevsky, n° 92, log. 21. 76

meilleurs systèmes
Königsberger et C^e
arg., G.-Morsk., coin du Kirpitchnoï p., n° 20
nde Loubianska, maison Mazourine, en face
de l'Hôtel Billot. 681

ne pourraient faire naître les an-
préviend le public que depuis un
essé de s'occuper des affaires du

745

DIPLOMATIQUE

TIQUE, LITTÉRAIRE ET FINANCIER
le samedi.

GUARD SIMON.
de l'*Empire Russe* et il publie chaque semaine un

sure qu'ils sont livrés à la publicité — A la fin de l'année, des tables analytiques sont envoyées à tous les abonnés, de manière à faciliter les recherches.

Saint-Honoré, à Paris.

ABONNEMENT :

Pour la Russie : Six mois, 23 fr. ; Un an, 46 fr.

Paris, aux bureaux de poste.

& GROSSMANN

et mélodions étrangers,

Léchetitzky
toire de St-Petersbourg,
ouroussow (ci-devant Lazarew), n° 13.
des fabriques les plus renommées, telle
rard, Pleyel, Alexandre, Debain
et exclusif d'achat et de vente d'instrument
at de la vendre aux prix les plus modérés

Médicons.
plus de six mois, et désirant l'acheter
somme versée pour la location.

plus de six mois, et désirant l'acheter
à la somme versée pour la location.

BOURSE DE ST-PÉTERSBOURG DU 14 MARS 1873.

ACTIONS ET OBLIGATIONS.	Valeur nominale.	Ache-teurs.	Ven-deurs.	VENTES faites.
Chemins de fer (actions).				
Grande Société des ch. de fer russes... Tsarskoë-Sélo	60 —	138 69 ³ / ₄	138 ¹ / ₄	—
Ugla-Dnnaborg	125 —	—	137 —	—
Moscou-Riazan	100 —	100 285 ¹ / ₄	—	—
Dnababorg-Vitebsk... Varsovie-Irèsopol	100 L 132 — 100 r. 115	100 L 132 — 100 r. 115	— 115 ¹ / ₄	— —
Volga-Don	100 —	—	89 ¹ / ₄	—

Wljasan-Kozlow.....	125 L.	—	—	—
Wljaszk-Morschansk.	100 L.	—	—	—
Koursk-Kiew.....	100 L.	—	—	—

Aszlow-Voronege	100	—	—
Orel-Viélets	125	—	—
Viélets-Grazi	100	—	—
Schouls-Vranov	125	125	—
Vitebsk-Orel	125	132	—
Vitebsk-Bologoe	100	61½	62½
Lambow-Saratov	125	113	113½
Lambow-Lambow	100	80½	81
Novotjork	100	—	—
Moscou-Smolensk	125	77	—
Varsovie-Vienne	60	—	95
Varsovie-Borssegiebsk	—	—	54
Tsaritzine	—	—	54
Kourak-Khar-Azow	125	126	—
Tour-Rifis	—	126½	—
Saigue	—	—	79½
Kineschma-Vranov	100	—	—
Voronege-Grouchew	100	—	—
Varsovie-Bromberg	100	—	—
Jessa (10)	100	71	71½, 71½, 71
Chemise de fer	—	—	—
(obligations),	—	—	—
bl. des. ch. de fer	—	—	—
consolidées. 1 ^{re} ém.	—	—	—
d ^e — 2 ^e ém.	—	—	—
— 3 ^e —	—	—	—

Obl. de la Gr. Société des ch. de fer 4½ %	106	—	—
---	-----	---	---

ch. de 1 ^{re} Nicolas.	1 ^{re} emiss.	112 ¹ / ₂	113
Riga-Dunabourg.....	125 -		
Riazan-Kozlov.....	200 th.		
Moscou-Irsk.....	100		
Varsovic-Ierpas.....	100		
Kiassinsk-Moscou.....	200 th.		
Koursk-Kiew.....	200		
Vitebsk-Orel.....	100 L.		
Pot-Illis.....	30 -		
Schouss-Vauov.....	200 th.		
Orel-Yelets.....	200		
Koursk-Khar'kov.....	200		
Moscou-Smolensk.....	100 L.		
Krambov-Kozlov.....	200		
Kremenchuk-Khar'k d.....	100 L.		
Khar'kov-Azov.....	200 th.		
d.....	200		
Moscou-Varslav.....	100 L.		
Kyry-Bologoe 1 ^{re} em. d.....	200 th.		
Baltique.....	300		
Orel-Orizki.....	200		
Kozlov-Voronege.....	200		
Moscou-Koursk 6%.....	100 L.		

LA DIRECTION

LIQUIDATION DÉFINITIVE MAISON BASTIDE

22.
Perspective Nevsky.

22.
Perspective Nevsky.

AU RABAT

LINGERIE

POUR

DAMES.

JEUDI, VENDREDI ET SAMEDI
15 16 17

TROUSSEAUX COMPLETS

DRAPS DE LIT UNIS ET BRODÉS

TAIES D'OREILLER

DITO

LINGE DE TOILETTE ET SERVICE DE TABLE

Percalé, Nanzouk, Mousseline, Organdis.

Toiles d'Irlande et de Hollande en toutes largeurs. — Bandes et entredeux brodés.

LA SEMAINE PROCHAINE: VENTE DES COSTUMES ET CONFECTIONS.

OBJETS EN BRONZE
STYLE RUSSE, TRAVAIL A JOUR

de la fabrique F. BLUM.

Médaille à l'exposition à Moscou.

Seul dépôt au coin de la Liteinaïa et de la Poutémonskaïa, maison n° 25 et 23, ainsi se recommande au public des deux capitales par les prix modérés, l'utilité, la solidité, la finesse et la variété de ses produits, tels que: chandeliers, candélabres, cendriers, encensoirs, boîtes d'allumettes, etc., etc.

Outre cela les dorures, argentures, réparations, nettoyages et toutes sortes d'objets en bronze et d'objets servant au culte, d'après les dessins les plus nouveaux, seront exécutés avec le plus grand soin.

Expédition à l'intérieur.

VERITABLES MACHINES A COUDRE AMÉRICAINES
de ELIAS HOWE junior

ST-PETERSBOURG

MOSCOU

G. rue des Ecuries,

Gr. Loubianka,

maison

maison du prince

Bachmakow,

Golitsyne,

N° 29.

chez G. BLOCK.

S. ROBERT, agent principal pour toute la Russie.
Comptoir: Rue Michel, N° 3.

DEPOTS DU LABORATOIRE CHIMIQUE
DE ST-PETERSBOURG

- 1° Perspective Nevsky, maison de l'église catholique, mag. n° 3.
- 2° au pont d'Anitschkow, maison Mednikow.
- 3° Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Poix, maison Brunst.
- 4° Grande Morskaja, maison Jacquot.
- 5° Perspective Voznessensky, au pont de Voznessensky.
- 6° A Vassili Ostrow, au magasin de Riga, 1^{re} ligne.

VENTE EN GROS

Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Poix, maison Brunst.

Dépôt central et comptoir.

Place Michel, maison de l'église catholique, log. n° 42.
Seul dépôt dans l'intérieur de la Russie à Moscou: chez Krüger et Katsch, au pont des Maréchaux.

Fabrique de parfumeries super fines et hygiéniques.

Grand dépôt des spécialités des principales maisons de France et d'Angleterre.
Eaux-de-Cologne de Jean-Marie Farina et de Clémentine-Martin Klosterfrau de Cologne.

ENCORES A COPIER DE CHEMNITZ.

Articles de Paris, de Vienne et de Londres.
On peut se procurer les produits du laboratoire chimique de St-Petersbourg chez les principaux commerçants, pharmaciens et droguistes de l'intérieur.

CONTREFAÇONS
DES PILULES DE BLANCARD

O. P. 388

Vendre sciemment un médicament contrefait, c'est se rendre complice d'un faussaire, c'est compromettre souvent la santé du malade après avoir abusé de sa confiance.

Par suite des prix élevés de l'iodine, principal élément des pilules de Blancard, on doit se faire un devoir de ne pas acheter de produits contrefaits qui se cachent derrière nos marques de fabrique. Au nom de la moralité et de la santé publique, nous adjurons donc ici nos clients de vouloir bien s'assurer toujours de l'origine des pilules qui portent notre nom, en faisant appel, entre autres moyens pratiques, à la bonne foi de nos confrères les pharmaciens. Nul doute que ces honorables intermédiaires ne se fassent un devoir de se procurer les véritables pilules de Blancard, soit chez nous-mêmes à Paris, soit chez nos correspondants, soit enfin dans les maisons les plus recommandables de leur pays.

pharmacien, 40, r. Bonaparte, Paris.

Les véritables pilules de Blancard se trouvent dans toutes les bonnes pharmacies.

AVIS.

L'administration de la Compagnie, fondée à St-Petersbourg sous la raison sociale « Nadejda », pour l'assurance maritime, fluviale et de terre, ainsi que pour les transports de marchandises, a l'honneur, conformément au § 33 des statuts, d'inviter MM. les actionnaires à l'assemblée générale qui aura lieu au siège de l'administration, le 28 mars de l'année courante, à sept heures précises du soir, pour écouter la lecture du compte-rendu de l'exercice 1872, procéder à l'élection des directeurs et des candidats, et désigner 5 délégués chargés d'opérer la révision du compte-rendu.

L'administration a l'honneur d'ajouter que le compte-rendu imprimé sera distribué à partir du 26 mars au comptoir de l'administration, coin de la place de l'Amirauté et de la perspective Voznessensky, maison Steinbok-Fernor, de dix heures du matin à trois heures de l'après-midi.

ROB BOYVEAU-LAFFECTEUR

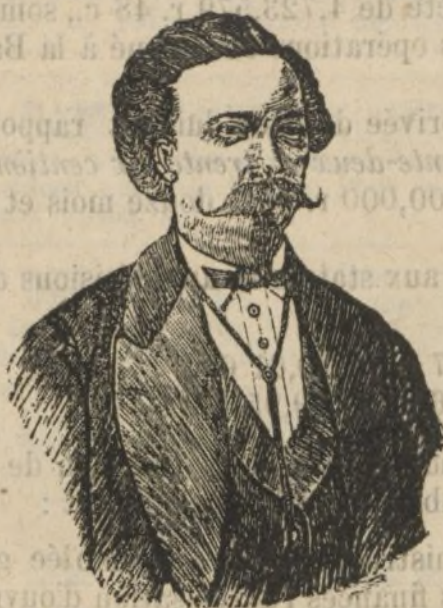
du docteur GRAUDEAU DE SAINT-GERVAIS.

Sirop dépuratif de composition entièrement végétale

employé, selon l'ordonnance des médecins, contre les maladies provenant d'un vice du sang ou des humeurs.

Dépôts: St-Petersbourg, Société des pharmaciens russes, Hauff, Stoll et Schmidt, Rulovius et Holm, F. Mannassewitz; — Moscou, Mattheisen, Ch. Ferrein, Forbrieger; — Berdizow, Zilinski; — Brody, Franzos; — Kharikov, Frendling; — Cracovie, Redyk; — Hambourg, Göttsche-Toss; — Jassy, Lochmann; — Zbrodza, Arghezi Angelo; — Kiew, Marciuczyk frères; — Kersk, Schiele; — Odessa, Lemme et Kornstein, Restner et Piskorski, D. G. Dialekto; — Riga, Neese; — Serge-Possad, Sversen; — Tambone, Werner; — Taganrog, Hamburger; — Tiflis, Smid; — Varsovie, Galle, Mrozowski.

EXPORT GÉNÉRAL: 12, rue Richer, à Paris.



AU THÉÂTRE MICHEL

Jeudi 15 mars

GRANDE ET BRILLANTE REPRÉSENTATION

du célèbre magicien

professeur BECKER

avec le concours d'artistes nouvellement engagés à Paris.

TROUPE DE GYMNASTES

composée de 15 demoiselles:

Miss Azella et Kostia, (surnommées les « phénomènes volants »), Miss Franzina, première voltigeuse, Miss Léopoldine Ad-dacker, Heinz, Jackson, Jessy, Coraly, Angely, Miranda, Berthe, Mazzini, Catery, Ambrosio et Letzi. La représentation se compose de quatre parties: Nouvelles expériences physiques, Haute magie, Gymnastique extraordinaire encore jamais vue, et de: Tableaux vivants mythologiques mis en scène d'après des tableaux célèbres par l'académicien EADLO BACHERA de Turin. On commencera à 7 h. et demie. On peut se procurer des billets à la caisse du théâtre Michel tous les jours des 10 heures du matin. 746 Chaque représentation est composée d'un nouveau programme.

LE MAGASIN

CATHERINE SALEMANN

fournisseur de la Cour Impériale

a l'honneur de recommander au public son grand choix de broderies pour civils et militaires.

Uniformes et traines de Cour.

Perspective Nevsky, au coin de la Grande Sadovaja, n° 52.

On prie de faire attention à l'adresse, la maison n'ayant qu'un seul magasin. 624

EAU DENTIFRICE

PERFECTIONNÉE DU DOCTEUR

J.V. BONN

Fournisseur breveté de S. M. l'Impératrice

Ces produits sont vendus 40 pour cent moins cher que les produits analogues; au point de vue du parfum et des propriétés, ils ne le cèdent en rien aux spécialités les plus renommées, si même ils ne les surpassent.

Chez les Coiffeurs et Parfumeurs, — Paris, Province, Etranger.

GROS, DÉTAIL, 44, rue des Petites-Ecuries, PARIS.

OBJETS D'ART ET CURIOSITÉS.

M. C. Wertheimer, de Londres, est revenu ici pour acheter comme d'habitude des objets d'art et curiosités, soit: bronzes, candélabres, pendules, meubles, ivoires, cristaux de roche, boîtes en or émaillées, armes, etc., même à des prix élevés. On le trouve à l'hôtel Klée, N° 31, entre 4 et 5 h. après-midi. On peut envoyer des photographies et des lettres jusqu'au 20 du mois de mars. 720

Прибыв вторично из Лондона в С.-Петербургъ, гдѣ пробыл до 20 сего марта мѣсяца, для покупки, не взирая на стоимость, разныхъ предметовъ времени Людовика XVI, какъ-то: бронзы, канделябры, стѣнныхъ часовъ, мебели, выдѣлки изъ слоновыхъ костей, горного хрусталя, шкатулокъ золоченыхъ и эмалированныхъ, оружія и проч., имѣю честь покорнѣйше просить Гг. желающихъ продать выше названные предметы, обратиться въ гостиницу Клея, № 31.

ВЕРТХЕЙМЕРЪ.

LE MAGASIN DE TABACS

DE LA

COMPAGNIE DE DRESDE

L'UNION

N° 80, à St-Petersbourg, persp. Nevsky (seconde m. du coin de la Liteinaïa), N° 80, a l'honneur d'informer l'honorable public de la capitale qu'il vient de recevoir de nouveau toutes les sortes de tabacs, cigares et cigarettes, sortant de sa propre fabrique à Varsovie, désignées dans son prix-courant. En outre il vient de recevoir des:

Cigarettes de qualité exquise faites sur commande pour le public de St-Petersbourg.

Cigarettes aimables (roulées, fortes) à 50 c. le 100.
d' de Varsovie (boudées id.) à 50 c. le 100.
d' de ménage (id. id.) à 45 c. le 100.

Tabacs de choix.

Dubec, qualité forte et moyenne à 2 r. 40 c. la livre. 743

Dubec, qualité très-forte à 2 r. id. id.

Turo, qualité forte 96 c. id. id.

Tabac à priser, de France, fin et gros (à la demande du public) à 1 r. 36 c. le liv. 761

BATTEUSES,

MORITZ WEIL junior, à Francfort sur Mein. 645

AVIS.

Société d'exploitation des houilles de Goloubovka, sanctionnée par S. M. l'Empereur le 23 juillet 1872.

§ 1.

Conformément aux règlements du comté des ministres approuvés le 23 juillet 1872 par S. M. l'Empereur, une Société d'actionnaires s'est formée pour l'exploitation des gisements de charbon de terre et autres minéraux dans les bassins houillers du Donets, ainsi que pour la vente de ces produits.

§ 2.

D'après le § 5 des statuts de la Société, le capital de fondation est de quatre millions de roubles crédit, formé par l'émission de 26,667 actions de cent roubles, constituant la somme de 2,666,700 r., et d'obligations pour la somme de 1,333,300 r.

En vertu du § 6 des statuts, les fondateurs de la Société se réservent la cinquième partie des actions émises, soit 5,334 actions, dont ils opéreront le paiement aux mêmes conditions que les autres souscripteurs.

§ 3.

Une souscription sera ouverte pour les 21,333 actions restantes. Un versement de 25 0/0 se fera à la souscription (§ 8 des statuts); dans le courant des deux semaines après la première assemblée générale des actionnaires, on procédera au second versement de 35 0/0 (§ 9 des statuts) et enfin six mois après au plus tard, au versement des derniers 40 0/0 (§ 9 des statuts).

§ 4.

L'émission des obligations ne peut avoir lieu qu'après le paiement intégral de toutes les actions.

§ 5.

En se réservant, conformément à ce qui précède, la cinquième partie des actions (5,334), les fondateurs de la Société d'exploitation du charbon de terre de Goloubovka portent à la connaissance du public que le soin d'ouvrir une souscription pour les 21,333 actions restantes est confié par eux: à St-Petersbourg, à la Société du Crédit mutuel, à Moscou et Kharkow, aux succursales de la Banque de commerce de Volga-Kama.

§ 6.

Désireux de renseigner le public sur la véritable situation de l'entreprise, les fondateurs considèrent comme leur devoir de porter à sa connaissance les faits suivants: pour réaliser l'entreprise de l'exploitation du charbon de terre de Goloubovka, ils ont acheté les biens de Goloubovka et de Mikhalovka, ainsi que les fermes de Pétromariysk et de Svetlitchni; ces biens, connus par la richesse et la bonne qualité des gisements, sont situés dans le gouvernement de Catherineoslaw, district de Slaviansosersk; ils ont également acheté les propriétés forestières de Sadonets (лѣсныя дачи) de Karsakow et de Mafilow, situées dans le gouvernement de Kharkow, district de Starobelsk, avec toutes les terres, gisements houillers et minéraux, forêts, constructions, puits de mines, machines, bateaux à vapeur et autres propriétés mobilières, ainsi que les droits que s'y rattache, pour la somme de 2,125,000 r.

Conformément au § 2 des statuts, ces biens deviennent la propriété légale de la Société, aussitôt que l'assemblée aura ratifié le prix ci-dessus indiqué.

§ 7.

D'après les recherches géologiques faites dans ces propriétés par des géologues bien connus, MM. les ingénieurs des mines, Nossow frères, Devalque, ingénieur belge, et par le professeur Auerbach, tout le charbon des gisements de Goloubovka est évalué à sept milliards de pouds. Quant à sa qualité, le charbon de Goloubovka est actuellement considéré comme étant l'un des meilleurs charbons de tout le bassin houiller du Donets et il ne le cède en rien aux meilleurs charbons anglais et allemands.

§ 8.

Actuellement l'extraction du charbon se fait par 30 puits et produit de 400 à 500,000 pouds par mois; le propriétaire du bien a d'ailleurs pris toutes les mesures nécessaires pour augmenter l'exploitation jusqu'à concurrence d'un million de pouds par mois. Dès que l'exploitation se fera avec les ressources de la Société, ce chiffre pourra être facilement augmenté.

§ 9.

L'écoulement du charbon extrait dans les propriétés de Goloubovka et de Mikhalovka se faisait en partie par le Donets, qui les traverse, et au moyen de bateaux à vapeur appartenant aux propriétaires de ces biens; et en partie par expédition sur des chariots tirés par des bœufs jusqu'à Nikitovka, station de la ligne de Koursk-Kharow-Azow.

La richesse des gisements houillers de Goloubovka a attiré l'attention du gouvernement, qui, en vue de faciliter le transport des charbons, a introduit dans le réseau des futurs chemins de fer à construire incessamment, un embranchement reliant les mines de Goloubovka à la station de Nikitovka. On attend prochainement la concession de cet embranchement.

Cet embranchement étant de la plus grande importance pour développer l'exploitation du charbon de terre de Goloubovka, les fondateurs se sont entendus avec M. A. Armand, qui sollicite cette concession, en vue de réaliser au plus tôt cette entreprise. C'est ainsi que la plus grande partie du matériel nécessaire à la construction de cet embranchement est déjà commandée et sur place; les traverses et les rails se trouvent à la station de Nikitovka; le matériel roulant est entièrement prêt à être expédié d'Angleterre.

§ 10.

En outre, afin d'écouler le charbon de terre sur place, les fondateurs ont conclu un contrat préliminaire avec les représentants d'une compagnie étrangère très sérieuse, qui se propose de construire à ses frais, dans les propriétés de Goloubovka, des hauts-fourneaux et une usine pour la fabrication de rails en acier; cette Société s'engage à acheter annuellement à la Société de Goloubovka jusqu'à 5 millions de pouds de charbon de terre à des prix avantageux.

Les fondateurs de la Société:

MM. P. P. Bournovo,

général-major de la suite de S. M. l'Empereur.

M. Baron Fränkel.

A. J. Pavlow.

Henri Marc.

L'éditeur rédacteur responsable, ANT. E. HORN.

Imprimerie TRUNK & FUSOT (Journal de St-Petersbourg) Maximilianovsky pércoulok, maison Dusaux, n° 15.

Ayuntamiento de Madrid